



Mo Ibrahim Foundation

Rapport du Forum Ibrahim 2024

Les besoins financiers de l'Afrique : où sont les ressources ?

Principaux éléments

mo.ibrahim.foundation

FB → /MoIbrahimFoundation

X → @Mo_IbrahimFdn

IG → moibrahimfoundation

Juin 2024



Rapport 2024: Table des Matières

Chapitre 01.

Quels sont les besoins ?

DÉVELOPPEMENT : DES BESOINS QUI SE CHIFFRENT EN TRILLIONS DE DOLLARS

Les objectifs de développement sont loin d'être atteints

Des chiffres disparates, mais qui concluent tous à des besoins financiers significatifs

Coup de projecteur : ODD des Nations Unies : aux deux tiers du parcours, quel bilan pour l'Agenda 2030 ?

Coup de projecteur : Agenda 2063 de l'Union africaine : quel bilan pour le premier Plan Décennal (2014-2023) ?

CLIMAT : UN CADRE D'ACTION COMPLEXE ET LARGEMENT SOUS-FINANCÉ

Pour le continent africain, le changement climatique risque d'amputer le PIB continental de 50 milliards de dollars par an d'ici 2030

Sur 2020-2030, les besoins associés aux différentes contributions déterminées au niveau national (CDN) du continent africain s'élèvent à 2 800 milliards de dollars.

Adaptation ou atténuation : pour l'Afrique, l'adaptation devrait recevoir la part du lion

Coup de projecteur : financement des objectifs climatiques vs financement des objectifs de développement : le risque d'un effet d'éviction

Coup de projecteur : enquête auprès du *Now Generation Network* de la fondation : quels sont les besoins ?

Chapitre 02.

Ressources externes : mieux plutôt que plus

AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD) À L'AFRIQUE : ENVIRON 10 % DES RESSOURCES FINANCIÈRES TOTALES DU CONTINENT

En 2022, plus de 28 % de l'APD mondiale a été octroyée à l'Afrique

Dix pays se partagent près de 50 % de l'APD octroyée au continent

Bien que toujours majoritaire, l'aide versée à l'Afrique par les pays membres du CAD et les institutions multilatérales se réduit, tandis que les pays non membres du CAD accordent une priorité croissante à l'Afrique

Trop de fonds dormants

Coup de projecteur : des conditions et des modalités extrêmement variables

La santé et l'éducation demeurent l'affectation prioritaire de l'APD des bailleurs traditionnels

Coup de projecteur : les financements pour le climat en Afrique : avec 29,5 milliards de dollars en 2022, ce financement couvre moins de 11 % des besoins estimés dans ce domaine

DETTE PUBLIQUE AFRICAINE : UN ENJEU CROISSANT

Encours de la dette : triplement depuis 2009

Coup de projecteur : la structure et les coûts du service sont à l'origine de la crise de la dette africaine, plus que son montant

Service de la dette : un fardeau croissant

Structure de la dette : sa complexité croissante limite l'efficacité des mécanismes traditionnels de traitement

Parmi les principaux défis : le coût élevé de l'emprunt, les surcharges du FMI, l'absence ou le retard de mise en œuvre, des engagements pris par les partenaires

INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS (IDE) ET INVESTISSEMENTS DE PORTEFEUILLE EN AFRIQUE : PLUS DE 200 MILLIARDS DE DOLLARS. EN 2022

IDE : 45 milliards de dollars en 2022

Investissements de portefeuille : environ 185 milliards de dollars en 2022, pour les pays du G7 et la Chine

Coup de projecteur : la part croissante des IDE en provenance des pays du Golfe

ÉVALUATION DU RISQUE AFRICAIN : *THE ELEPHANT IN THE ROOM?*

21 pays africains sur 54 n'ont jamais fait l'objet d'une évaluation de leur risque souverain

Coup de projecteur : la couverture de ces 21 pays permettrait-elle d'attirer de nouveaux IDE ?

Seuls deux pays sont classifiés « *investissement grade* »

Le continent africain souffre-t-il d'un préjugé défavorable ?

Quis custodiet ipsos custodes ?

Coup de projecteur : la Déclaration de Nairobi 2023 : la voix du continent sur la dette, les ressources financières et la réforme du système financier multilatéral

Coup de projecteur : enquête auprès du *Now Generation Network* de la fondation : les ressources externes ?

Chapitre 03.

Ressources domestiques : un potentiel qui reste à mettre en œuvre

Financement de l'Agenda 2063 : en moyenne, 75 % au moins du financement devrait être assuré par des ressources domestiques

ASSÉCHER LES FUITES DE CAPITAUX

Les flux financiers illicites représentent jusqu'à 100 milliards de dollars au continent africain en moyenne annuelle

L'amélioration des données et le renforcement des capacités sont essentiels

Les flux financiers illicites sont majoritairement (mais pas exclusivement) facilités par des acteurs extérieurs au continent

RENFORCER LES SYSTÈMES FISCAUX

L'Afrique affiche le niveau de recettes publiques le plus bas au monde

Rapportées au PIB, les recettes fiscales sont deux fois moins élevées que celles des pays de l'OCDE

TIRER PARTI DES ENVOIS DE FONDS, DES FONDS SOUVERAINS ET FONDS DE PENSION, ET DES FORTUNES PRIVÉES

L'Afrique capte 12,3 % des envois de fonds individuels internationaux, avec près de 100 milliards de dollars reçus en 2022

Fonds souverains africains : une valeur totale estimée à 120-130 milliards de dollars, la plus faible au monde

Avec 6 % de la population du continent âgée de plus de 60 ans, les fonds de pension africains restent relativement faibles

VALORISER LES ACTIFS AFRICAINS

Renforcer la place de l'Afrique dans les chaînes de valeur mondiales

Coup de projecteur : passer à l'échelle régionale

Monétiser les actifs verts

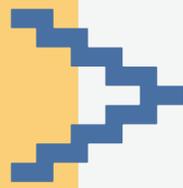
Coup de projecteur : la gouvernance est essentielle

Coup de projecteur : la Déclaration de Nairobi : les actifs verts du continent au service d'une économie globale verte

Coup de projecteur : enquête auprès du *Now Generation Network* de la fondation : les moyens sont en Afrique

Chapitre 01.

Quels sont les besoins ?



Les besoins financiers de l'Afrique en matière de développement et de climat

- Une tâche ardue au regard des chiffrages multiples, largement disparates et constamment réévalués fournis par diverses sources.
- Mais une conclusion commune : tant en matière de développement que de climat, les objectifs sont loin d'être atteints et les besoins financiers vertigineux.



Développement : en Afrique, les objectifs de développement sont loin d'être atteints



Objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies

Au deux tiers de la période de réalisation des ODD des Nations Unies, qui s'achèvera en 2030, **seuls 2 ODD sur 17 ont fait l'objet de progrès significatifs en Afrique.**

Indicateurs les moins bons



Objectif 2 : Faim zéro



Objectif 3 : Bonne santé et bien-être

Sur 54 pays, 50 sont considérés comme « confrontés à des difficultés majeures » et les 4 pays restants comme « confrontés à des difficultés significatives »



Agenda 2063 de l'Union africaine (UA)

À l'issue du premier plan décennal de mise en œuvre de l'Agenda 2063 de l'UA (2014-2023), le **taux de mise en œuvre moyen pour l'ensemble des 20 objectifs s'élevait à 55 %.**

Indicateurs les moins bons



12. Mise en place d'institutions fortes et d'un leadership transformateur

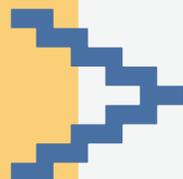


4. Transformation des économies



1. Niveau de vie et qualité de vie élevés et le bien-être pour tous

Seuls cinq pays ont atteint au moins 60 % de mise en œuvre des objectifs du premier plan décennal : le Rwanda (64 %), l'Éthiopie (63 %), le Sénégal (63 %), le Zimbabwe (61 %) et le Togo (60 %)

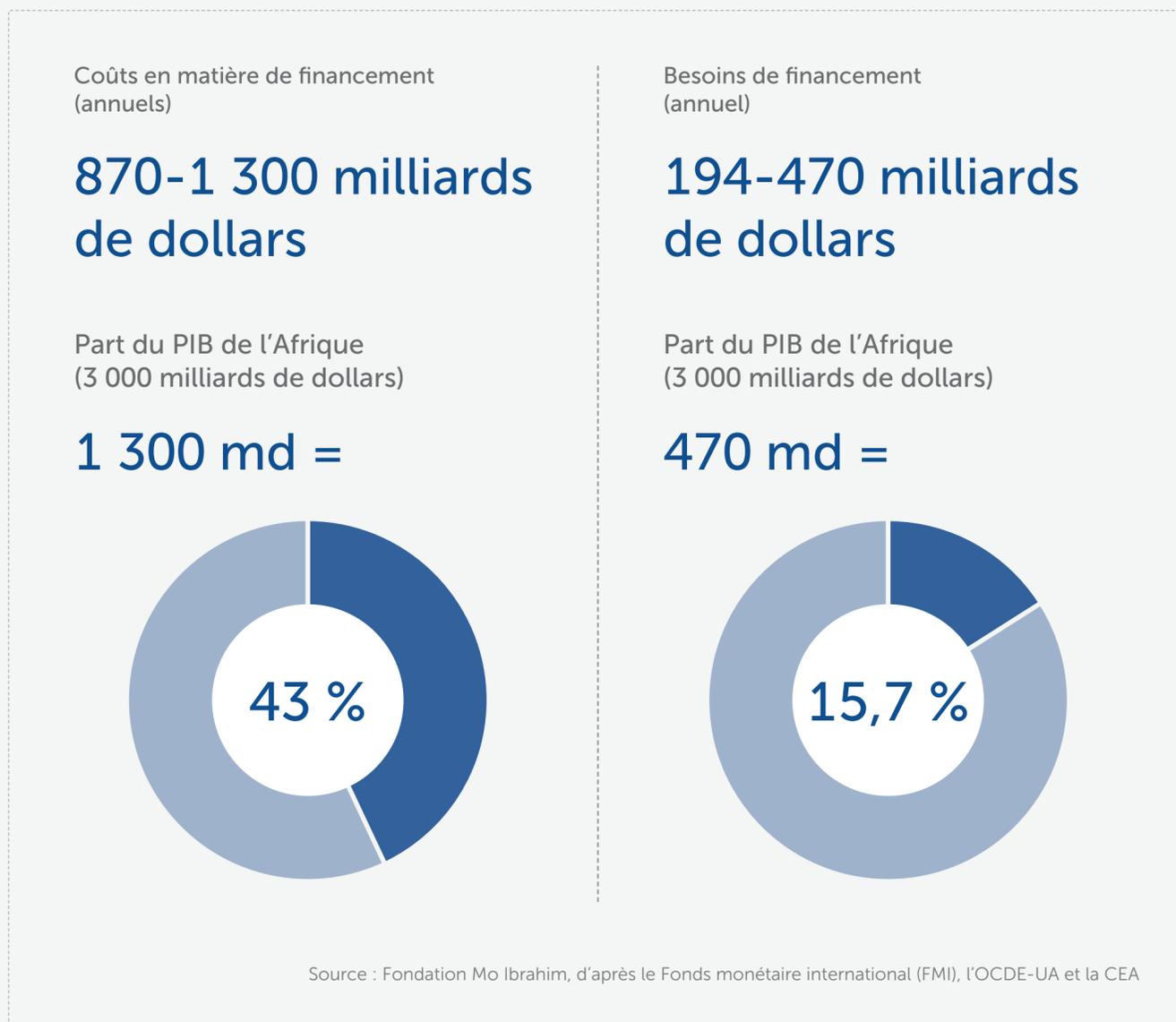


Développement à l'horizon 2030 : des besoins qui se chiffrent en trillions de dollars

Malgré leur forte hétérogénéité, toutes les données disponibles font apparaître des besoins financiers significatifs.

Estimation des coûts et besoins financiers de l'Afrique pour mettre en œuvre les ODD, rapportés au PIB (2023)

Estimation des divers coûts et besoins financiers de l'Afrique pour la période 2020-2040 (en milliards de dollars)





Climat : une perte de PIB au niveau continental susceptible d'atteindre 50 milliards de dollars par an



Selon la BAD (2022), l'Afrique perdrait **entre 7 et 15 milliards de dollars** par an en raison du changement climatique, un chiffre qui pourrait atteindre environ **50 milliards de dollars** par an d'ici à 2030.



Selon l'OCDE (2023), sur le plan macroéconomique, les effets conjugués du changement climatique pourraient entraîner **une baisse du PIB du continent pouvant aller jusqu'à 3 % d'ici à 2050**. D'après le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), la baisse du PIB pourrait atteindre **15 %** par an.



L'Organisation météorologique mondiale prévoit un **triplément** de la facture alimentaire des pays d'Afrique, qui passerait ainsi de **35 milliards de dollars** à **110 milliards de dollars** par an d'ici à 2025, notamment sous l'effet néfaste du changement climatique.



Sur les dix pays du monde les plus vulnérables face au changement climatique, **sept sont africains**



Climat : priorité pour l'Afrique, les besoins d'adaptation sont largement éclipsés par les objectifs d'atténuation

En Afrique, le financement de l'adaptation devrait se tailler la part du lion.

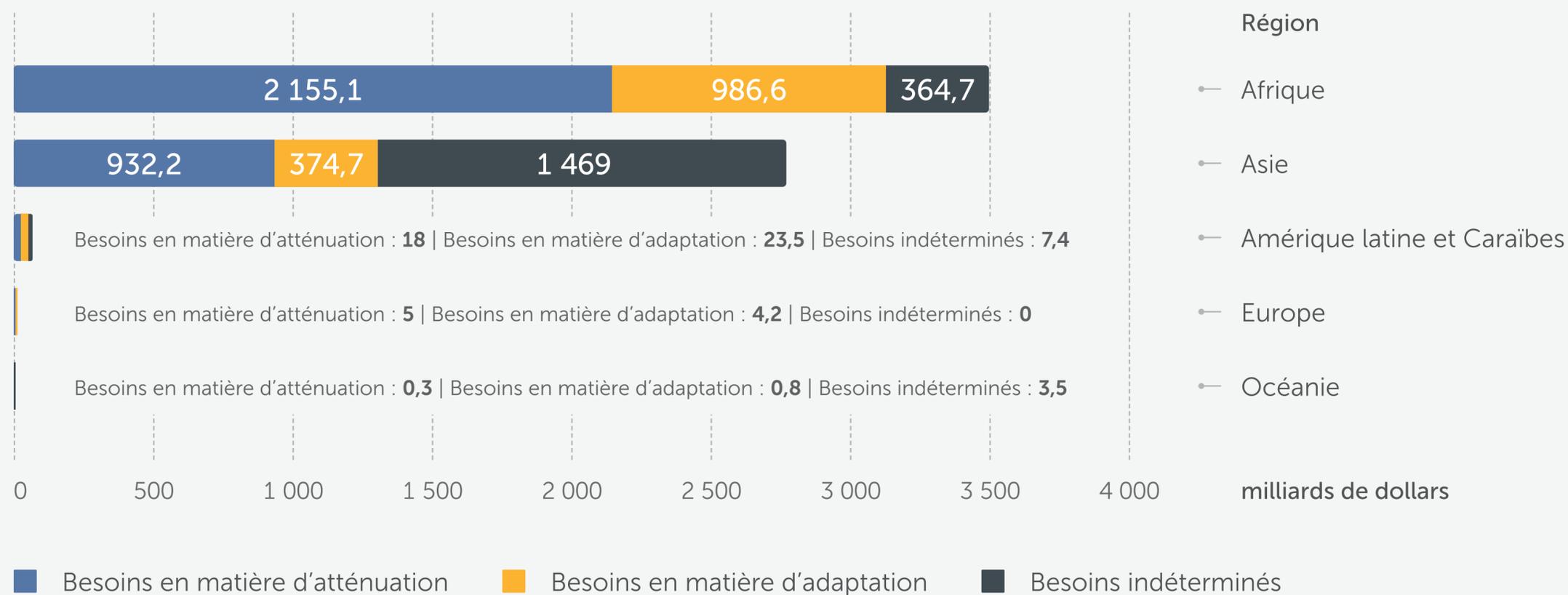
- Nés de l'Accord de Paris, qui se concentre principalement sur la réduction des émissions à l'échelle mondiale, les CDN ont mis l'accent sur les efforts d'atténuation, qui ne constituent pas une priorité pour le continent africain, absorbeur net d'émissions carbone
- Selon la *Climate Policy Initiative*, les besoins de l'Afrique subsaharienne en matière d'adaptation sont estimés à 579 milliards de dollars sur 2020-2030



Bien que prioritaires, les besoins d'adaptation de l'Afrique sont largement sous-estimés et absents des besoins financiers exprimés dans les CDN

Climat : pour honorer les engagements des CDN sur 2020-2030, l'Afrique a besoin de 2 800 milliards de dollars

Besoins financiers en matière d'atténuation et d'adaptation, tels qu'exprimés dans les CDN (2022)



Pour l'Afrique, La facture annuelle moyenne en matière d'adaptation pourrait atteindre 106 milliards de dollars par an, soit 100 % de plus que les estimations présentes dans les CDN

Source : Fondation Mo Ibrahim, d'après l'Institut des Stratégies Environnementales Mondiales

Les ressources financières dont dispose l'Afrique sont loin de couvrir les besoins estimés

Avec un montant total de 829,7 milliards de dollars en 2022, les ressources dont dispose l'Afrique pour atteindre les ODD sont nettement inférieures aux besoins estimés

Pour l'Afrique, on estime que la réalisation des ODD et de l'Agenda 2063 représente un coût annuel situé entre 1 300 et 1 900 milliards de dollars

En 2022, les quatre principales sources de financement de l'Afrique représentaient une somme totale de 829,7 milliards de dollars

Avec un montant annuel de 29,5 milliards de dollars en 2022, les financements pour le climat en Afrique ont couvert moins de 11 % des besoins, estimés à 277 milliards de dollars par an.

En 2022, 25 fonds climatiques ont déboursé 8,8 milliards de dollars au profit de l'action climatique en Afrique subsaharienne

Seuls 49 % des financements climatiques versés entre 2013 et 2021 par des bailleurs bilatéraux ont été décaissés ou alloués à des initiatives directement liées au changement climatique

Beaucoup de chemin reste à parcourir, en particulier dans quatre domaines prioritaires :



1 Transformation économique



2 Capacités des gouvernements et des institutions financières



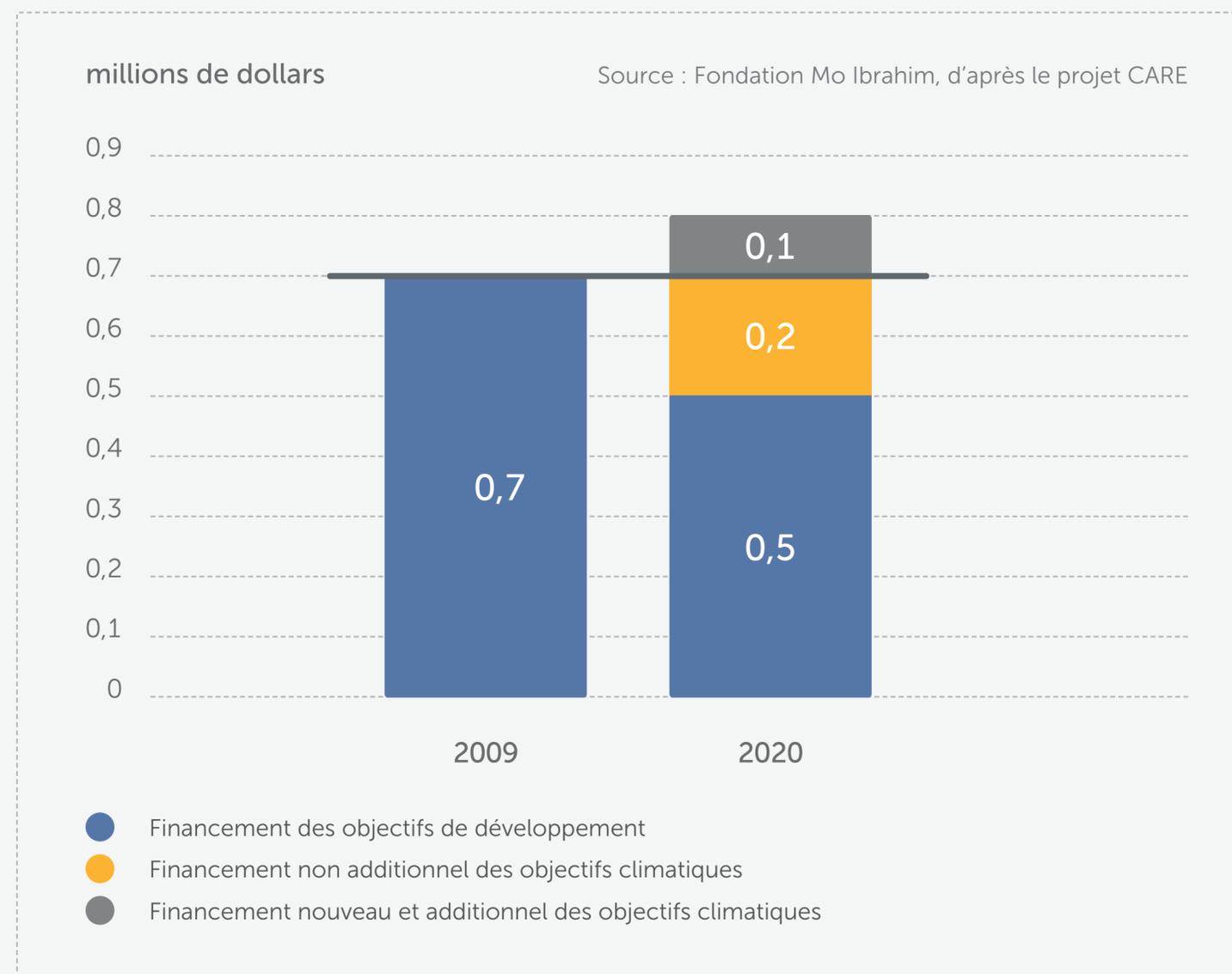
3 Préparation au changement climatique



4 Niveau de vie

Une préoccupation propre à l'Afrique : le financement des objectifs climatiques ne peut se faire au détriment des objectifs de développement

Financement des objectifs de développement et des objectifs climatiques à l'échelle mondiale (2009 et 2020)



Selon la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, seuls 7 % des financements en faveur du climat enregistrés entre 2011 et 2020 pouvaient être qualifiés de « nouveaux et additionnels » par rapport aux engagements existants en matière d'APD



Aucun pays ne devrait avoir à choisir entre la lutte contre la pauvreté et le combat pour la planète.

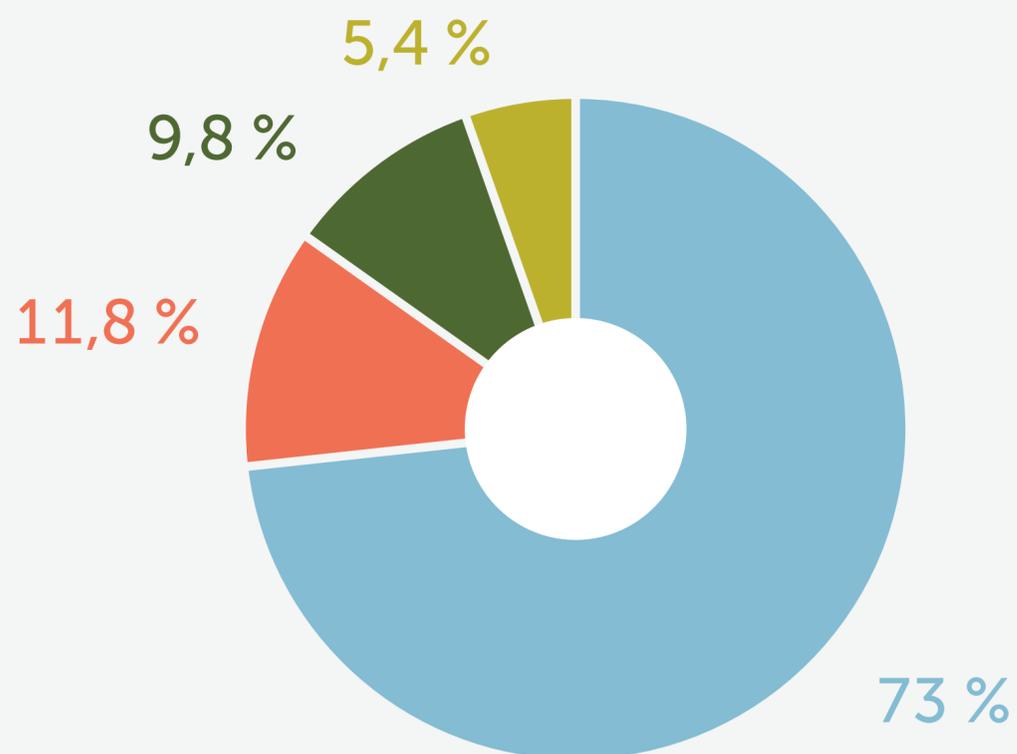
Pacte de Paris pour les Peuples et la Planète, juin 2023

Chapitre 02.

**Ressources externes : il s'agit
moins d'augmenter les volumes
que de modifier les processus**

APD pour l'Afrique : près de 10 % du total des ressources du continent

Afrique : principales sources de financement (2022)

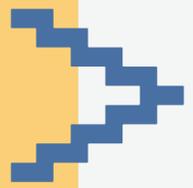


Principales sources de financement de l'Afrique

- Recettes
- Fonds reçus à titre individuel
- Aide publique au développement
- Flux entrants d'investissements étrangers directs

Source : Fondation Mo Ibrahim, d'après le FMI et la Banque mondiale

- La part de l'Afrique dans l'APD mondiale est passée de 36 % en 2021 à 28,3 % en 2022. Sur la même période, l'Europe est la seule région du monde à avoir vu sa part dans l'APD mondiale augmenter (effet Ukraine)
- Les pays membres du CAD et les organisations multilatérales restent les premiers donateurs en volume, la Banque mondiale (17,1 milliards de dollars) et les États-Unis (12,4 milliards de dollars) en tête
- L'aide apportée à l'Afrique par les **pays non membres du CAD** augmente de manière régulière : l'Arabie saoudite fait déjà partie des dix premiers donateurs (5,5 milliards de dollars)
- Plus du tiers (37,1 %) de l'APD issue des **pays non membres du CAD** est octroyée à l'Afrique, contre seulement un quart (20,8 %) pour les **pays membres du CAD**
- La **santé et l'éducation** restent la priorité de l'APD octroyée à l'Afrique par les pays membres du CAD et les organisations multilatérales
- Dix pays – l'Égypte, l'Éthiopie, le Nigéria, la RDC, le Kenya, la Tanzanie, le Mozambique, le Maroc, l'Ouganda et le Niger – se partagent près de la moitié (46,4 %) du montant total de l'APD octroyée à l'Afrique
- Sur le continent africain, **Sao Tomé-et-Principe, Cabo Verde et Djibouti** sont les principaux bénéficiaires de l'APD par tête

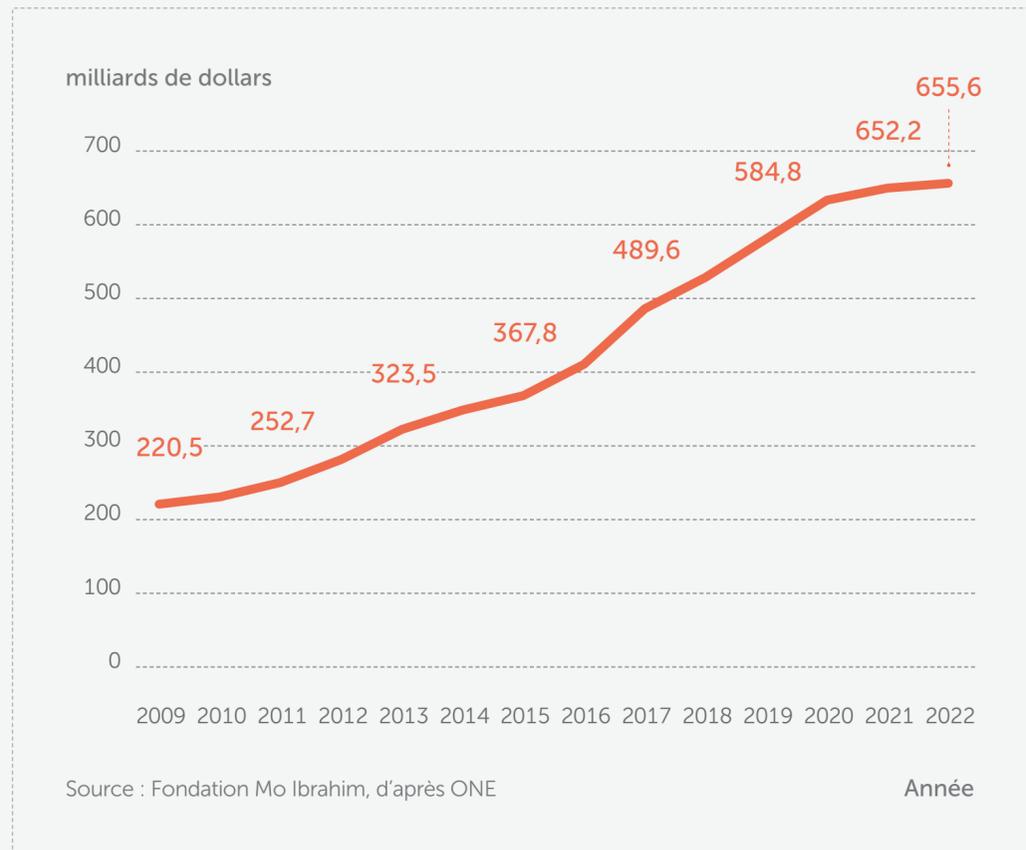


Dette publique africaine : un défi majeur

Encours de la dette publique : triplement depuis 2009

Le montant total de la dette publique extérieure a pratiquement triplé entre 2009 et 2022, passant de 220 à 655 milliards de dollars. Le continent n'avait pas enregistré un encours aussi lourd depuis plus d'une décennie.

Afrique : montant total de la dette publique extérieure (2009-2022)

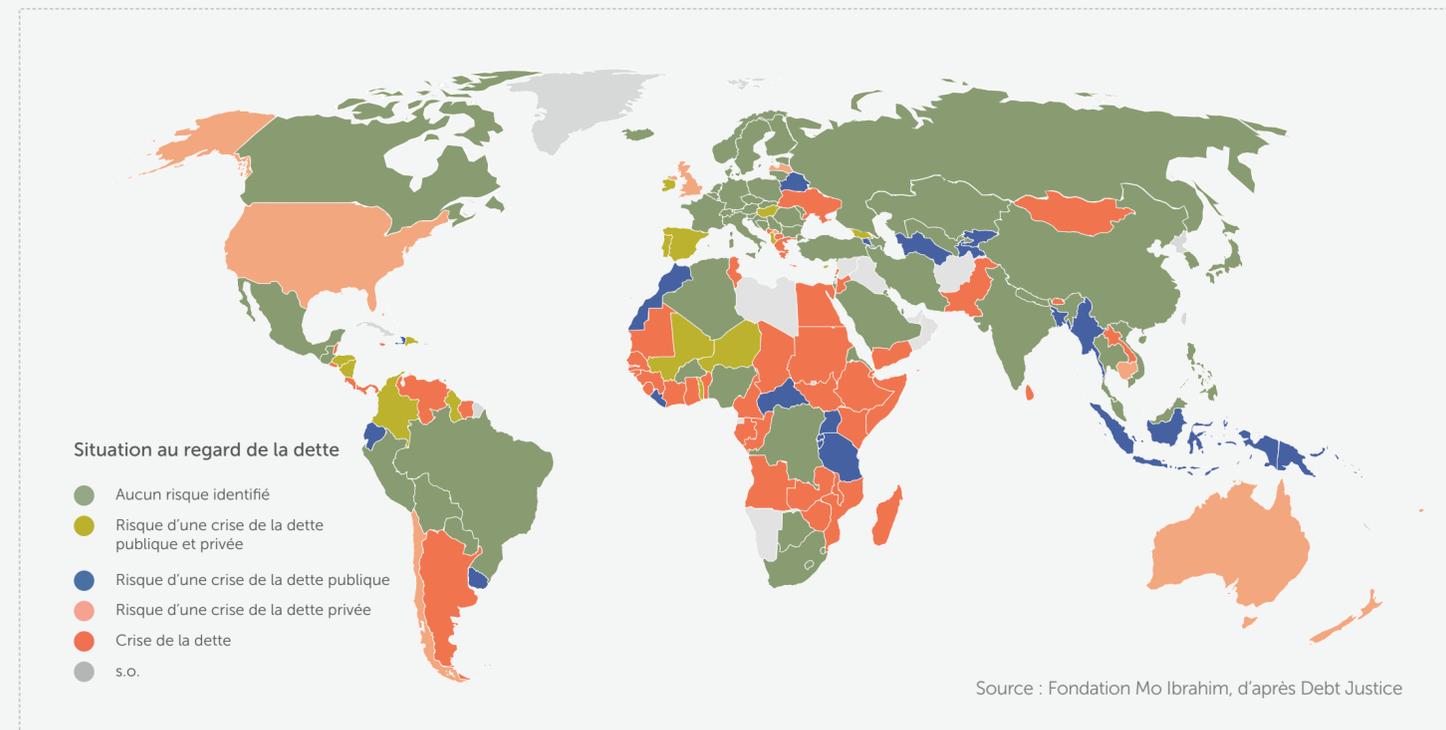


L'Afrique compte le plus grand nombre de pays affectés par une crise de la dette

Sur les 52 pays africains, 50 affichent un ratio dette/PIB inférieur à celui des États-Unis.

Ni l'encours total de la dette ni le ratio dette/PIB ne suffisent à mesurer la gravité de la situation : selon Debt Justice, qui prend en considération des critères tels que la structure de la dette ou le rapport entre paiements de la dette et montant des recettes fiscales ou des exportations, 28 pays africains étaient en « crise de dette » en 2022.

La crise de la dette dans les différents pays du monde (2022)



Service de la dette : les coûts les plus élevés au monde

Sur les 20 pays du monde affichant les coûts du service de la dette publique extérieure les plus élevés par rapport au montant total de leurs ressources, 15 se trouvent en Afrique (2024)

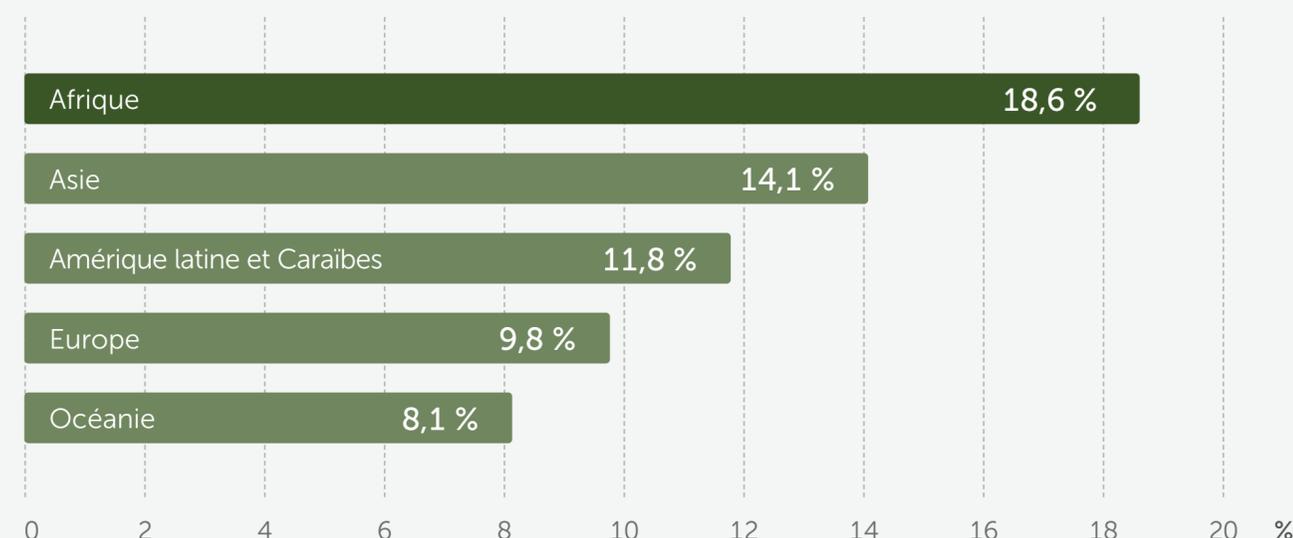
En 2021, le coût annuel du service de la dette publique extérieure en Afrique représentait près de 15 % du montant total des ressources du continent, soit cinq fois plus qu'en Asie

25 pays africains ont affecté une plus grande part de leurs ressources publiques pour le service de leur dette publique extérieure que pour la santé (2019-2021)

Le coût du service de la dette publique extérieure de l'Angola représente 72,1 % de ses dépenses

L'Afrique est la région du monde où les coûts du service de la dette publique extérieure sont les plus élevés par rapport au montant total des recettes

Afrique : coût moyen du service de la dette rapporté au montant total des recettes (2024)



Source : Fondation Mo Ibrahim, d'après le FMI et la Banque mondiale

Structure de la dette : une complexité croissante, qui rend inopérants les mécanismes traditionnels de traitement

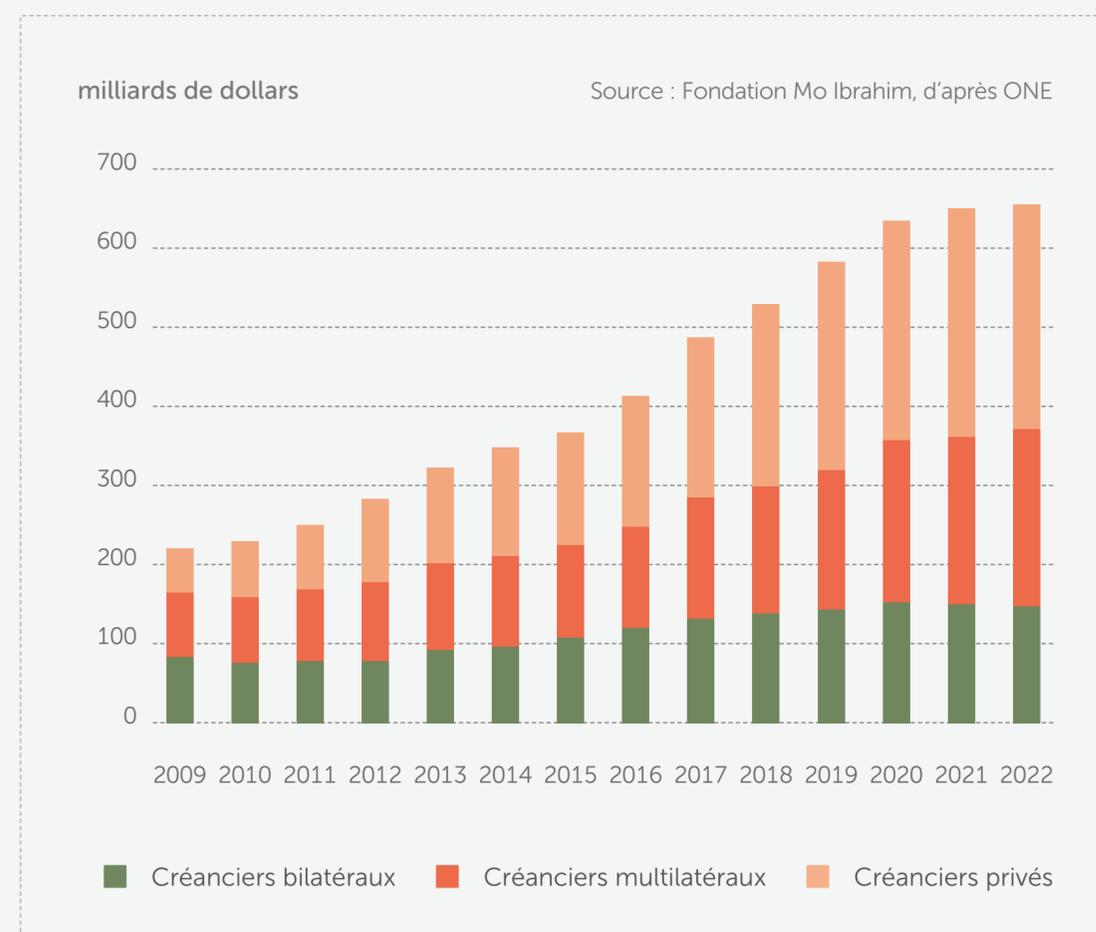
En 2022, 43,1 % de la dette publique extérieure de l'Afrique était détenue par des créanciers privés, contre 24,8 % en 2009

Les porteurs d'obligations représentent les deux tiers de la dette publique extérieure de l'Afrique détenue par des créanciers privés

La Chine détient plus de 42 % de la dette publique extérieure de l'Afrique détenue par des créanciers bilatéraux

La Banque mondiale détient plus de 40 % de la dette publique extérieure de l'Afrique détenue par des créanciers multilatéraux

Afrique : montant total de la dette publique extérieure par type de créancier (2009-2022)



Parmi les principaux défis à relever :
le coût élevé de l'emprunt, les surcharges du FMI, le non-respect des engagements pris par les donateurs

Investissements directs étrangers (IDE) vers l'Afrique : seulement 3,3 % du total mondial et à peine plus de 5 % des ressources financières du continent

De toutes les régions en développement, l'Afrique est celle qui attire le moins d'IDE, avec seulement 3,3 % du montant global

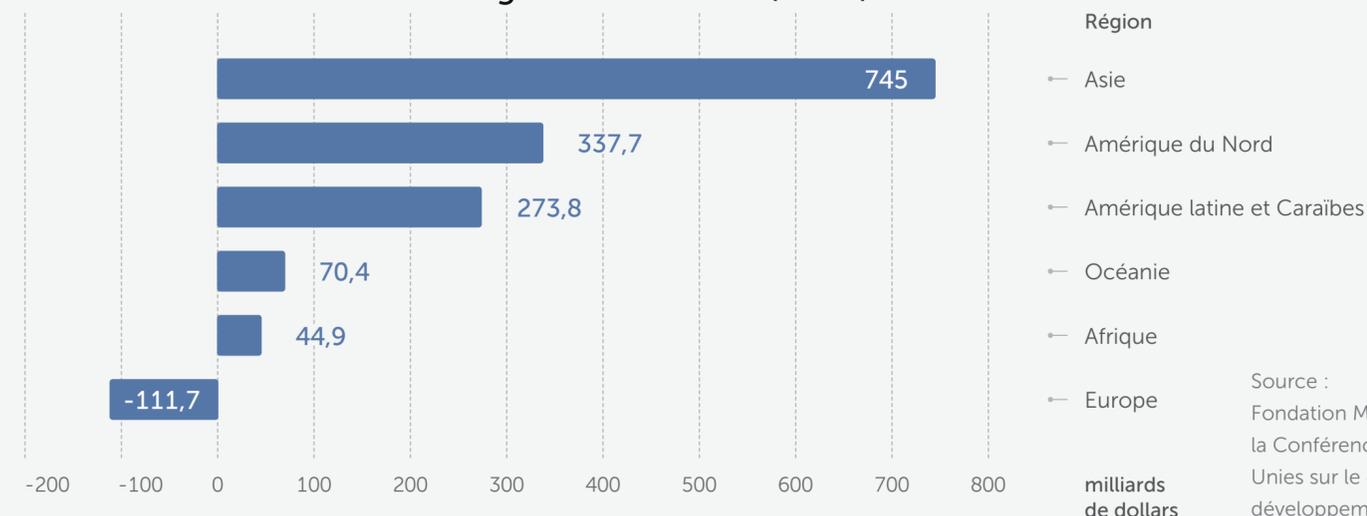
En 2023, les IDE vers les pays en développement ont chuté de 9 %

Entre 2021 et 2022, les IDE vers l'Afrique ont pratiquement diminué de moitié

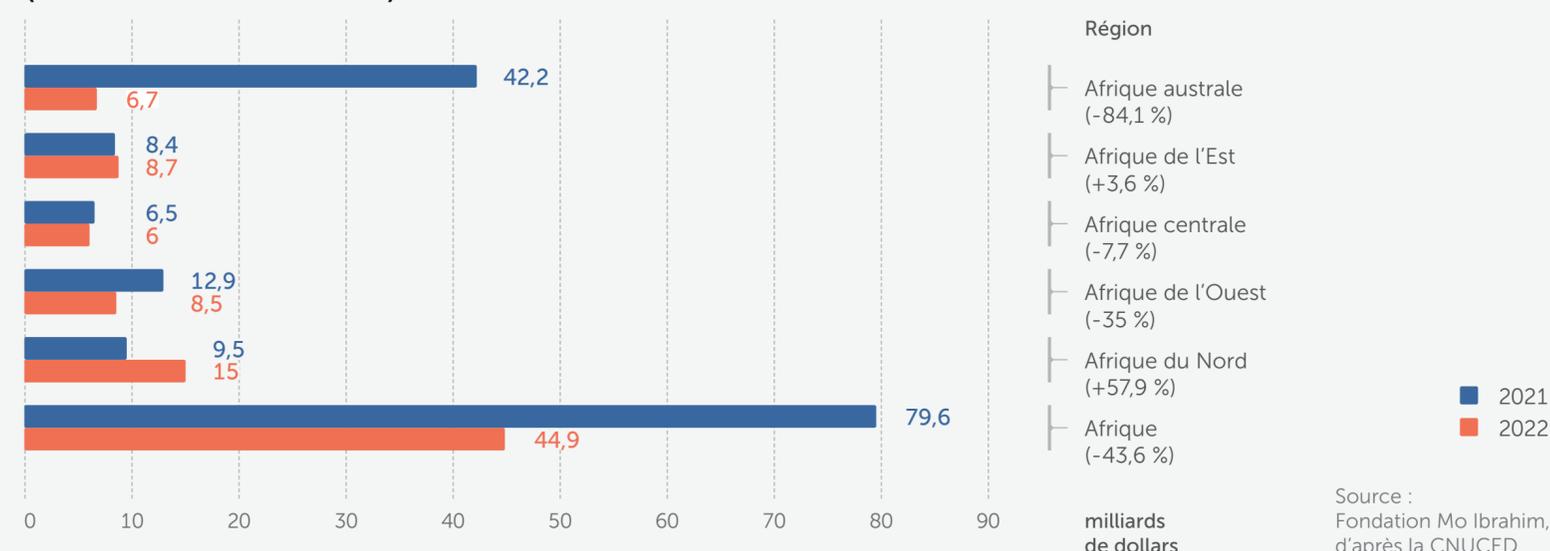
Les IDE vers l'Afrique restent principalement concentrés sur les secteurs miniers et énergétiques

Le marché boursier africain ne représente que 2 % de la capitalisation boursière mondiale

Montant total des flux entrants d'investissements directs dans les différentes régions du monde (2022)

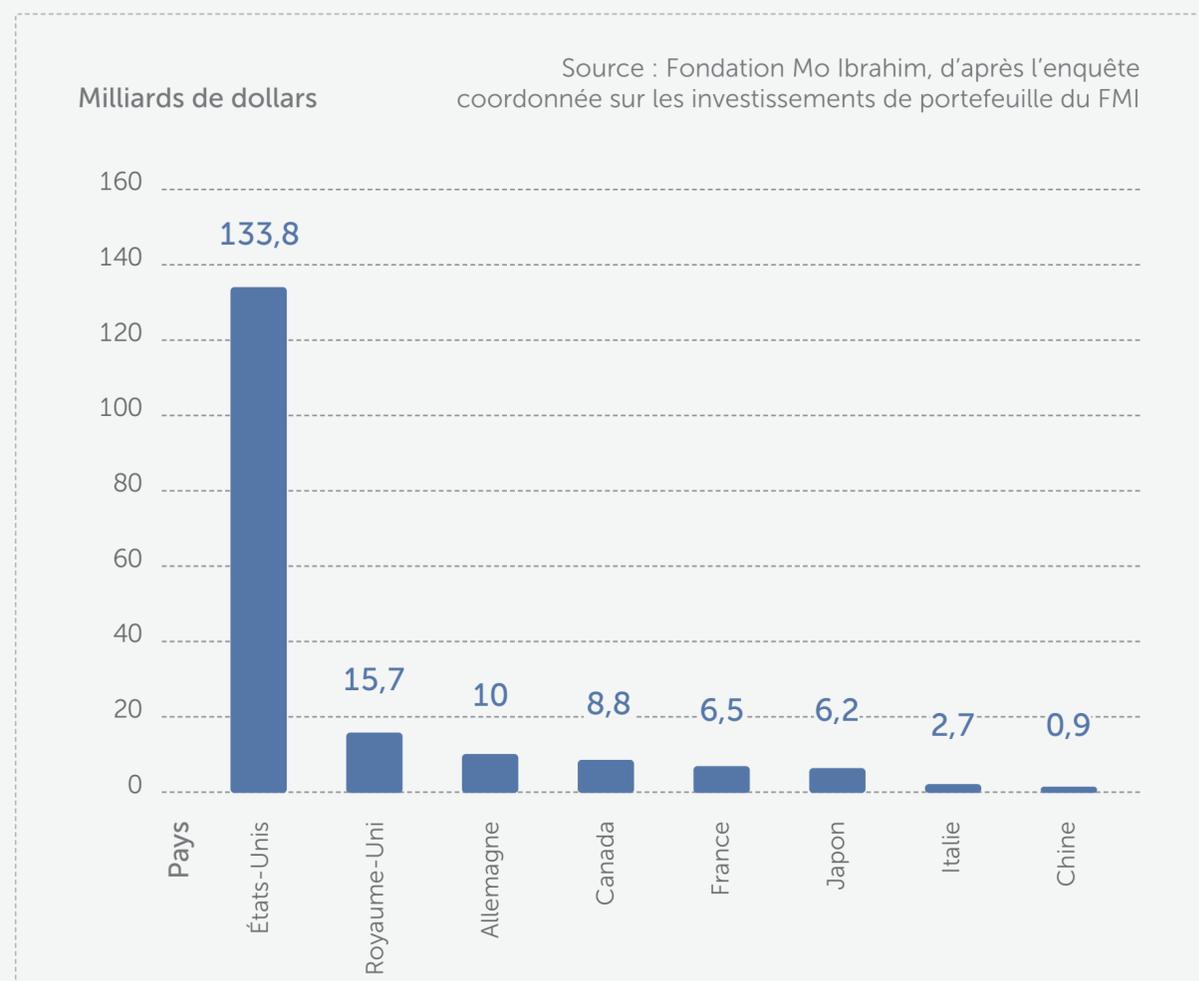


Montant total des IED reçus par les différentes régions d'Afrique (en milliards de dollars)

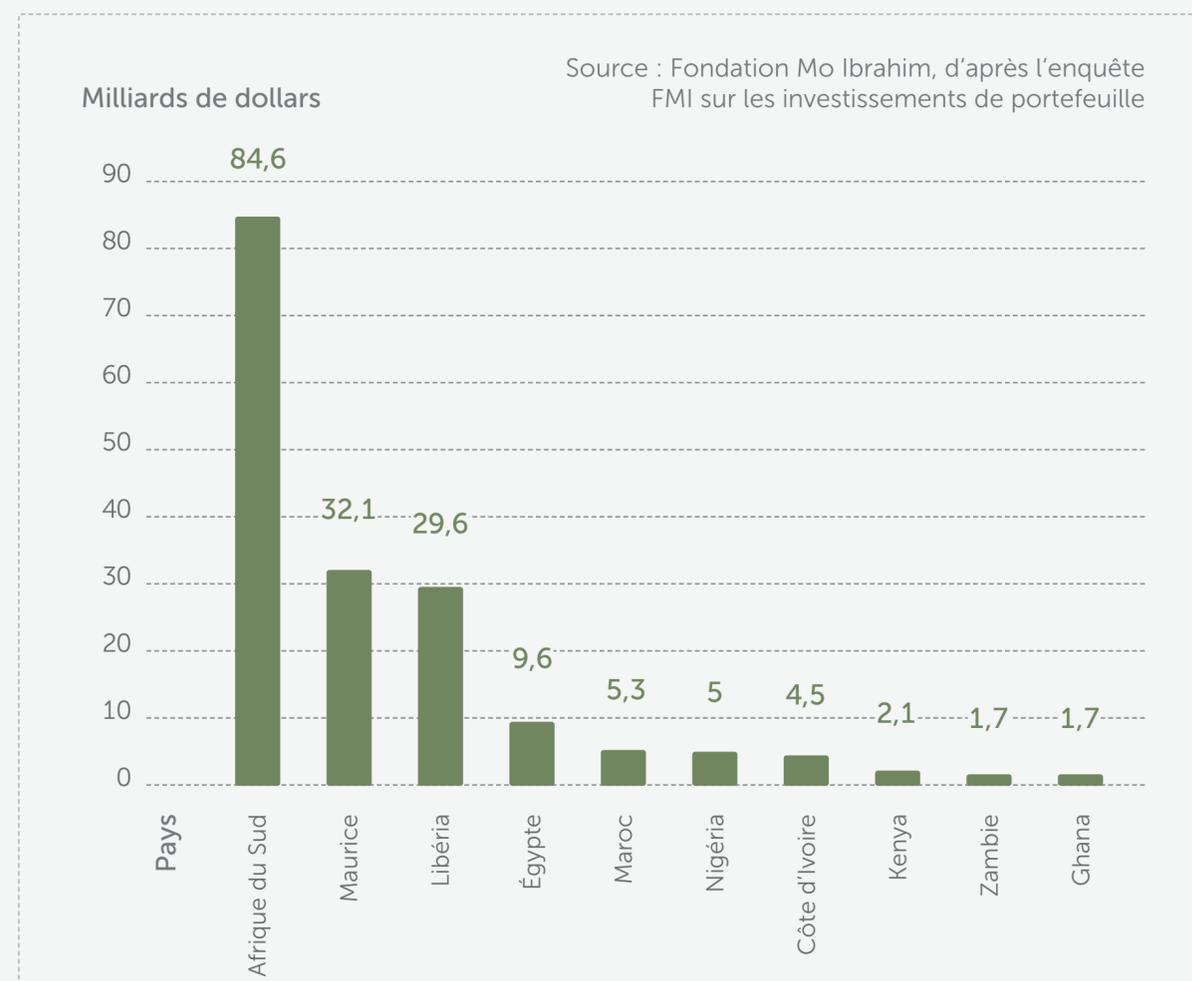


Les investissements de portefeuille vers l'Afrique en 2022 : environ 185 milliards de dollars en provenance des pays du G7 et de la Chine, soit plus de 20 % des ressources financières du continent

Pays du G7 et Chine : montant total du portefeuille d'investissement vers l'Afrique (milliards de dollars - juin 2023)



Dix premiers pays bénéficiaires africains des investissements de portefeuille en provenance des pays du G7 et de la Chine (juin 2023)



En 2022, trois pays (Afrique du Sud, Maurice et Libéria) se partageaient près de 80 % du montant total des investissements de portefeuille vers l'Afrique en provenance des pays du G7 et de la Chine

En Afrique, 73 % des investissements de portefeuille en Afrique des pays du G7 sont issus des États-Unis

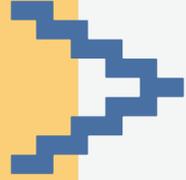
En Afrique, les investissements de portefeuille de la Chine sont inférieurs à ceux de l'Italie et ne représentent que 15 % des investissements de portefeuille du Japon

Évaluation et couverture du risque africain : *the elephant in the room?*

- Seuls deux pays africains bénéficient de la mention « risque faible » en matière d'investissement : Maurice et le Botswana
- 21 pays africains, représentant 14,2 % du PIB du continent, n'ont jamais fait l'objet d'une notation de leur risque souverain
- Selon le PNUD, une notation plus équitable du risque permettrait à l'Afrique d'économiser 74,5 milliards de dollars, une somme qui permettrait de couvrir 80 % des besoins annuels du continent en matière d'investissement dans les infrastructures

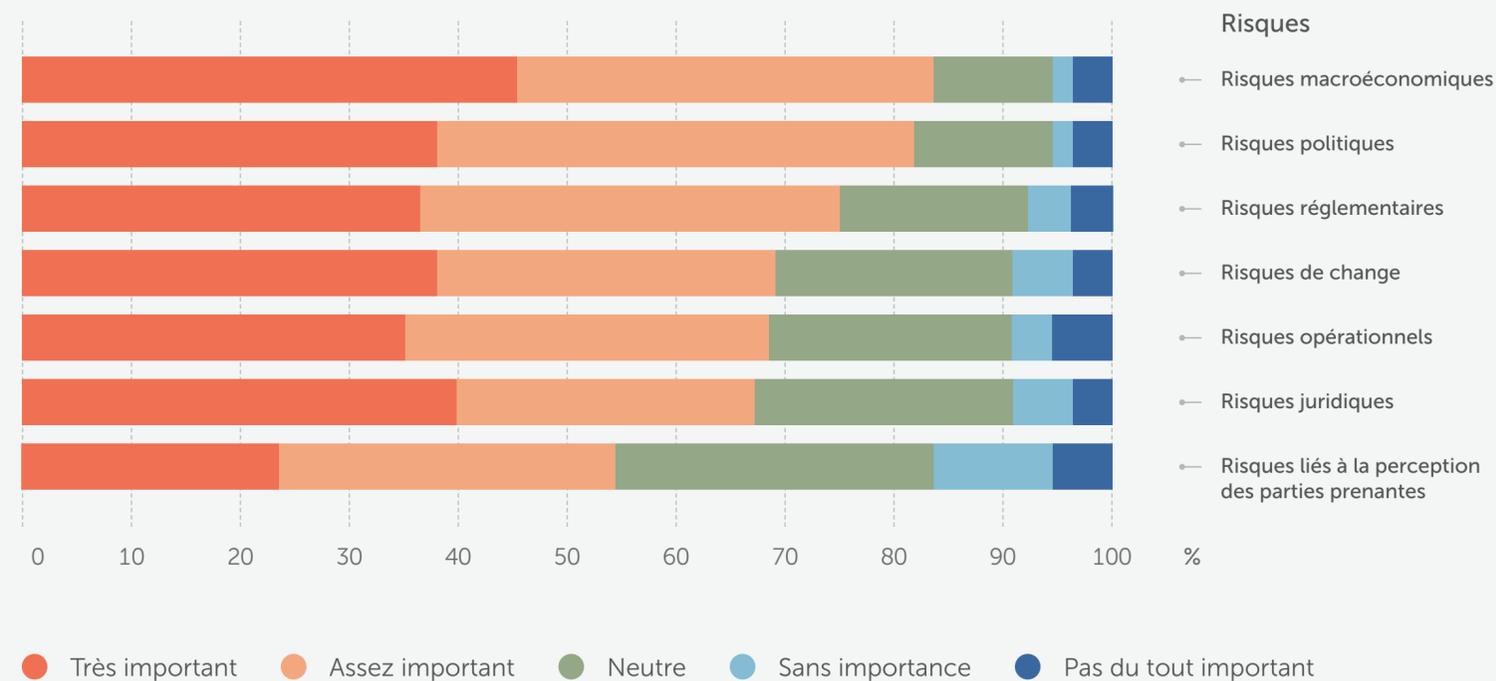
En 2022, sur le montant total de l'APD octroyée à l'Afrique, l'action liée à la dette représentait la plus faible part (0,2 milliard de dollars sur un total de plus de 80 milliards de dollars)

Note	Catégorie de notation	Fitch	Pays notés par Fitch	Moody's	Pays notés par Moody's	S&P	Pays notés par S&P
Risque faible	Sécurité maximale	0		0		0	
	Qualité moyenne supérieure	0	s.o.	1	Botswana	0	s.o.
	Qualité moyenne inférieure	0	s.o.	1	Maurice	2	Botswana Maurice
Risque spéculatif	Spéculatif	5	Afrique du Sud Côte d'Ivoire Maroc Namibie Seychelles	4	Afrique du Sud Côte d'Ivoire Maroc Sénégal	4	Afrique du Sud Bénin Côte d'Ivoire Maroc
	Hautement spéculatif	11	Angola Bénin Cameroun Cabo Verde Égypte Gabon Kenya Lesotho Nigéria Ouganda Rwanda	11	Angola Bénin Eswatini Kenya Namibie Ouganda République démocratique du Congo Rwanda Tanzanie Togo	13	Angola Cabo Verde Cameroun Égypte Kenya Madagascar Nigéria Ouganda Congo République démocratique du Congo Rwanda Sénégal Togo
	Risque substantiel	3	Mozambique Congo Tunisie	11	Cameroun Congo Égypte Éthiopie Gabon Mali Mozambique Niger Nigéria Tunisie	2	Burkina Faso Mozambique
	Extrêmement spéculatif	0		1	Ghana Zambie	0	
	En défaut	3	Éthiopie Ghana Zambie	0		3	Éthiopie Ghana Zambie



Les freins à l'investissement

Réponses à la question de l'enquête de la Commission de l'Union africaine (AUC) et de l'OCDE auprès des investisseurs : « Parmi les risques suivants, lesquels ont été les obstacles les plus importants pour vos investissements dans les pays africains ? »



Source : Fondation Mo Ibrahim, d'après la Commission de l'Union africaine (AUC) et l'OCDE

De toutes les régions du monde, l'Afrique est celle qui attire le moins de capitaux provenant d'investisseurs institutionnels.

Malgré la hausse des actifs mondiaux sous gestion, passés de 48 000 milliards de dollars en 2010 à plus de 112 000 milliards de dollars en 2021, la part de l'Afrique reste inférieure à 1 %.

Sur le continent africain, le risque politique est considéré comme « très important » ou « assez important » par plus de 80 % des investisseurs potentiels.

Chapitre 03.

**Ressources domestiques :
elles sont conséquentes,
mais largement virtuelles**



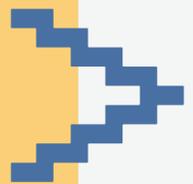
UA : les ressources domestiques devraient couvrir de 75 % à 90 % des besoins de financement de l'Agenda 2063

Mobilisation des ressources domestiques : 75 % à 90 % du financement de l'Agenda 2063, en moyenne selon les pays

- **Mobilisation des recettes fiscales**
- Optimisation de l'**exploitation des ressources naturelles** – secteurs agricole, maritime et tourisme
- Mobilisation de l'**épargne institutionnelle** de l'Afrique : fonds de pension, réserves de change des banques centrales, fonds souverains et développement des marchés financiers
- **Mobilisation de l'épargne des particuliers**
- Assèchement des **flux financiers illégaux**
- Réduction des **fuites financières liées à un manque d'efficacité, à des lacunes de gouvernance ou à la corruption**

Financements externes : 10 % à 25 % du financement de l'Agenda 2063, en moyenne selon les pays

- **Investissements directs étrangers (IDE)**
- **Aide publique au développement (APD)**
- **Coopération financière** avec les nouveaux partenaires de développement, tels que BRICS et les pays du Golfe
- **Partenariats public-privé**
- Mobilisation de l'**épargne et des envois de fonds de la diaspora**
- Renforcement de l'**accès aux marchés financiers internationaux**



Assécher les fuites de flux financiers illégaux

En moyenne, on estime que les flux financiers illégaux représentent pour l'Afrique une perte annuelle allant jusqu'à 100 milliards de dollars, soit un montant supérieur à celui de l'APD reçue, presque aussi élevé que celui des envois de fonds individuels et deux fois plus élevé que celui des IDE.



Les flux financiers illégaux en provenance d'Afrique : une perte annuelle moyenne de l'ordre de 100 milliards de dollars, soit un montant supérieur à l'APD reçue

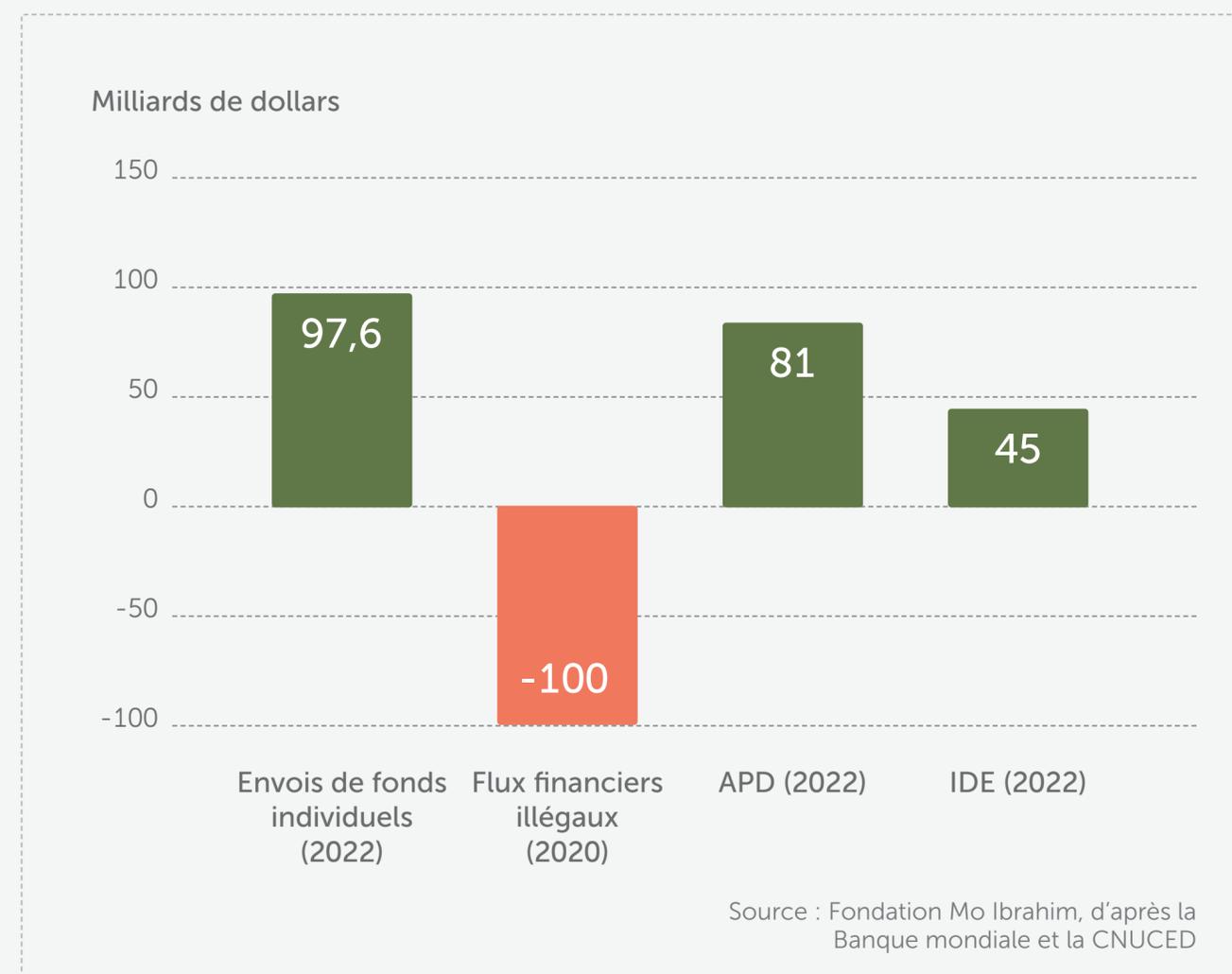


La lutte contre les flux financiers illégaux passe par des systèmes fiscaux plus solides

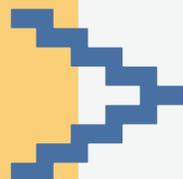


La coopération internationale joue un rôle crucial dans la lutte contre les flux financiers illégaux

Afrique : montant des envois de fonds individuels, des flux financiers illégaux, de l'APD et des IDE (dernières données disponibles, 2020-2022)

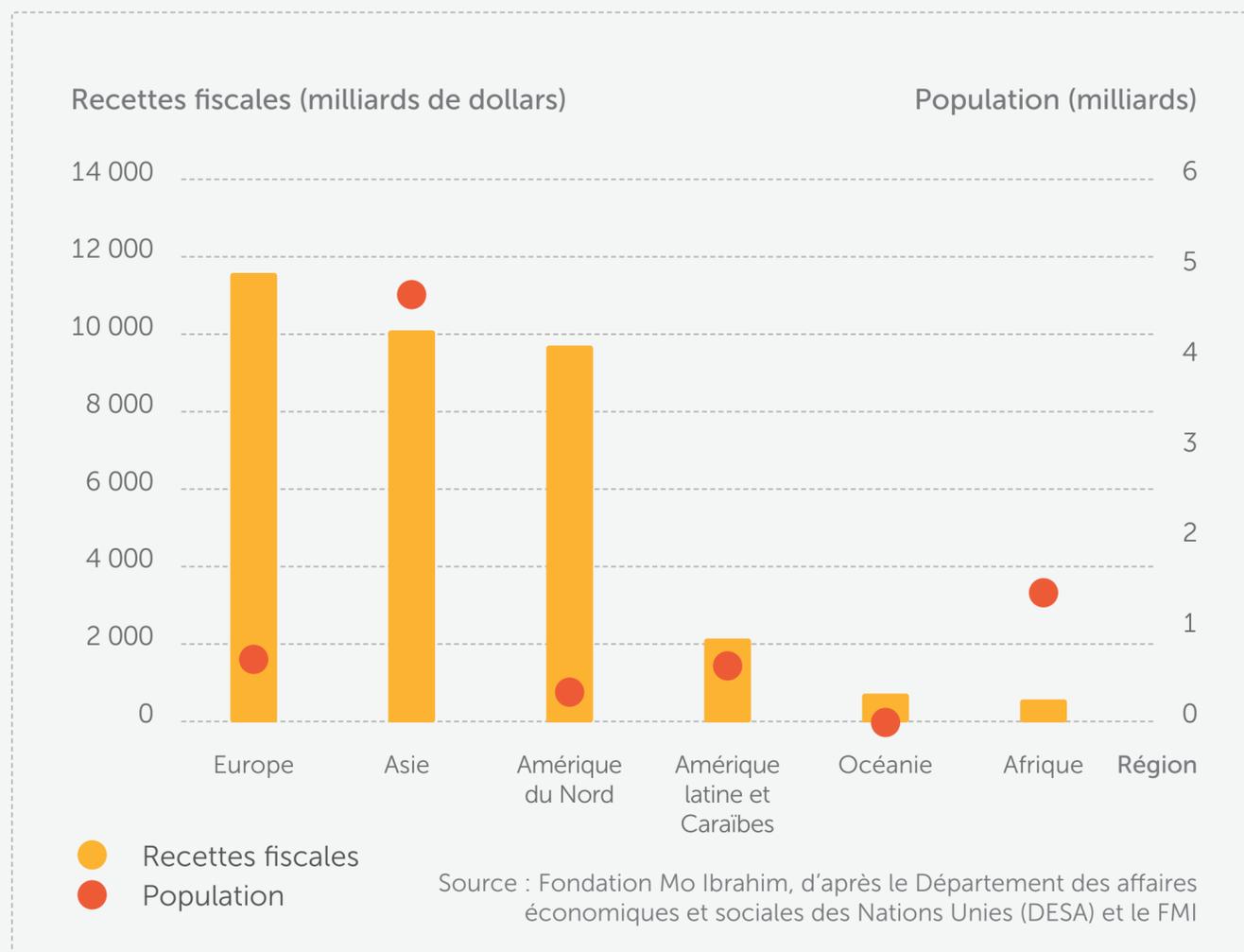


Les recommandations du rapport Mbeki, publié en 2015, sont encore loin d'être mises en oeuvre

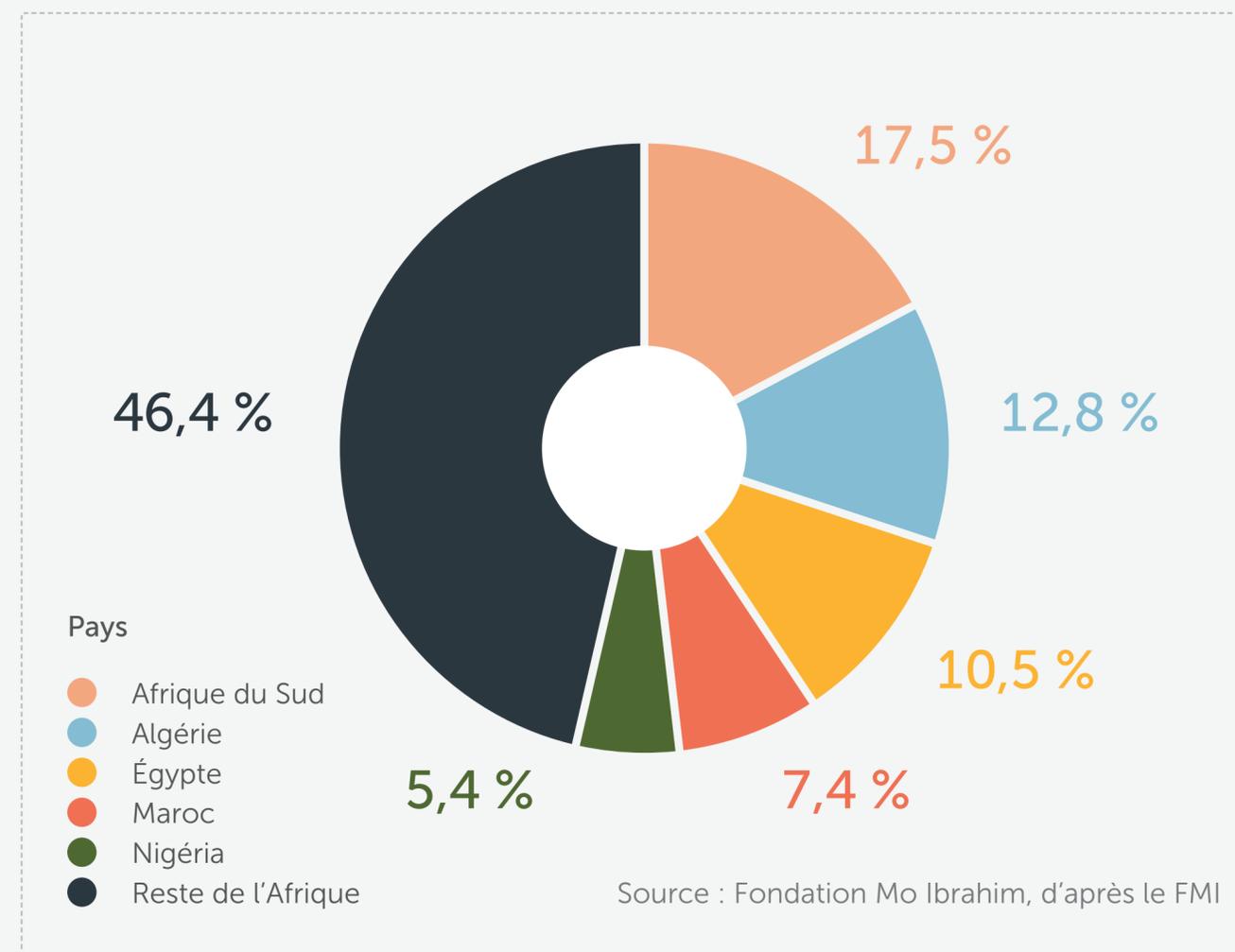


Recettes fiscales du continent : un potentiel dormant

Recettes fiscales et population (2024)



Pays africains principaux collecteurs de recettes fiscales (2024)

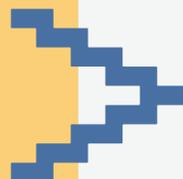


L'Afrique est la région du monde qui affiche le plus faible niveau de recettes publiques

L'Indice Ibrahim de la Gouvernance en Afrique (IIAG) 2022 montre que l'indicateur *Capacité de prélèvement fiscal* a stagné dans toute l'Afrique au cours de la période 2012-2021 et que l'indicateur *Efficacité de la mobilisation des ressources fiscales* s'est fortement détérioré

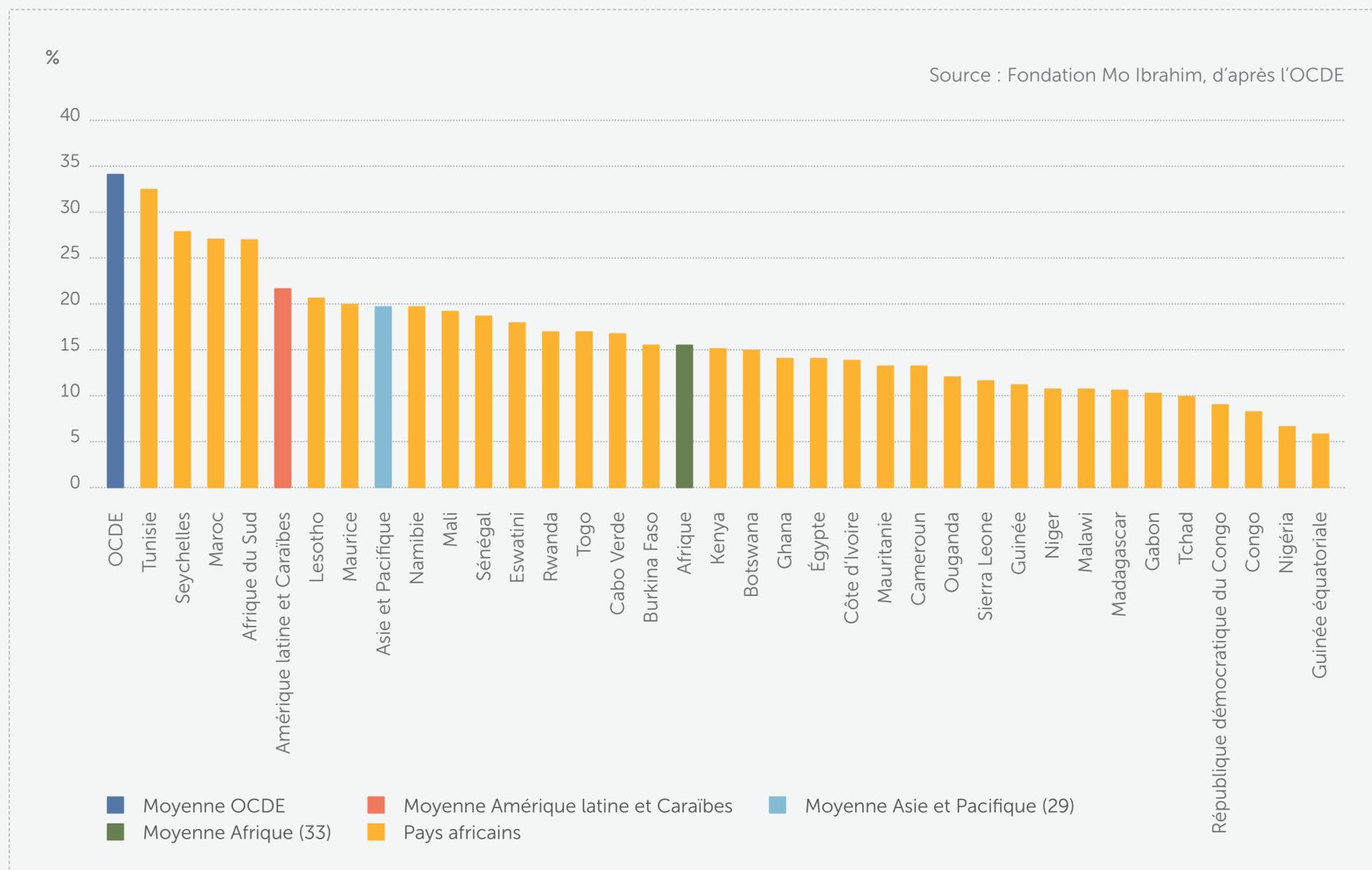
En 2024, cinq pays concentrent à eux seuls plus de la moitié (53,7 %) des recettes fiscales du continent : l'Afrique du Sud, l'Algérie, l'Égypte, le Maroc et le Nigéria

Le taux de prélèvement fiscal rapporté au PIB reste inférieur à 10 % dans les pays africains richement dotés en matières premières, tels que le Nigéria et la RDC (6,7 % et 9,1 % respectivement)



Renforcement des systèmes fiscaux

Ratio recettes fiscales/PIB) (2021)



Le ratio recettes fiscales/PIB est deux fois moins élevé sur le continent africain que la moyenne OCDE

Près de la moitié des citoyens africains se disent prêts à payer davantage d'impôts en échange de meilleurs services publics

En 2019, les exonérations temporaires d'impôts ont représenté un manque à gagner de 46 milliards de dollars d'impôts sur les sociétés pour le continent africain

Tirer un meilleur parti des envois de fonds individuels, des fonds souverains et des fonds de pension africains : un volume total de l'ordre de 15 % du PIB du continent



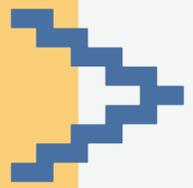
- L'Afrique représente 12,3 % des envois de fonds individuels à travers le monde, soit près de 100 milliards de dollars (2022).
- Entre 2005 et 2022, les envois de fonds individuels vers l'Afrique ont plus que triplé, jusqu'à atteindre 97,6 milliards de dollars, l'équivalent de 3,5 % du PIB du continent.
- En 2022, les envois de fonds individuels représentaient plus de 16 % du montant total des recettes publiques africaines, presque autant que l'APD et les IDE réunis.



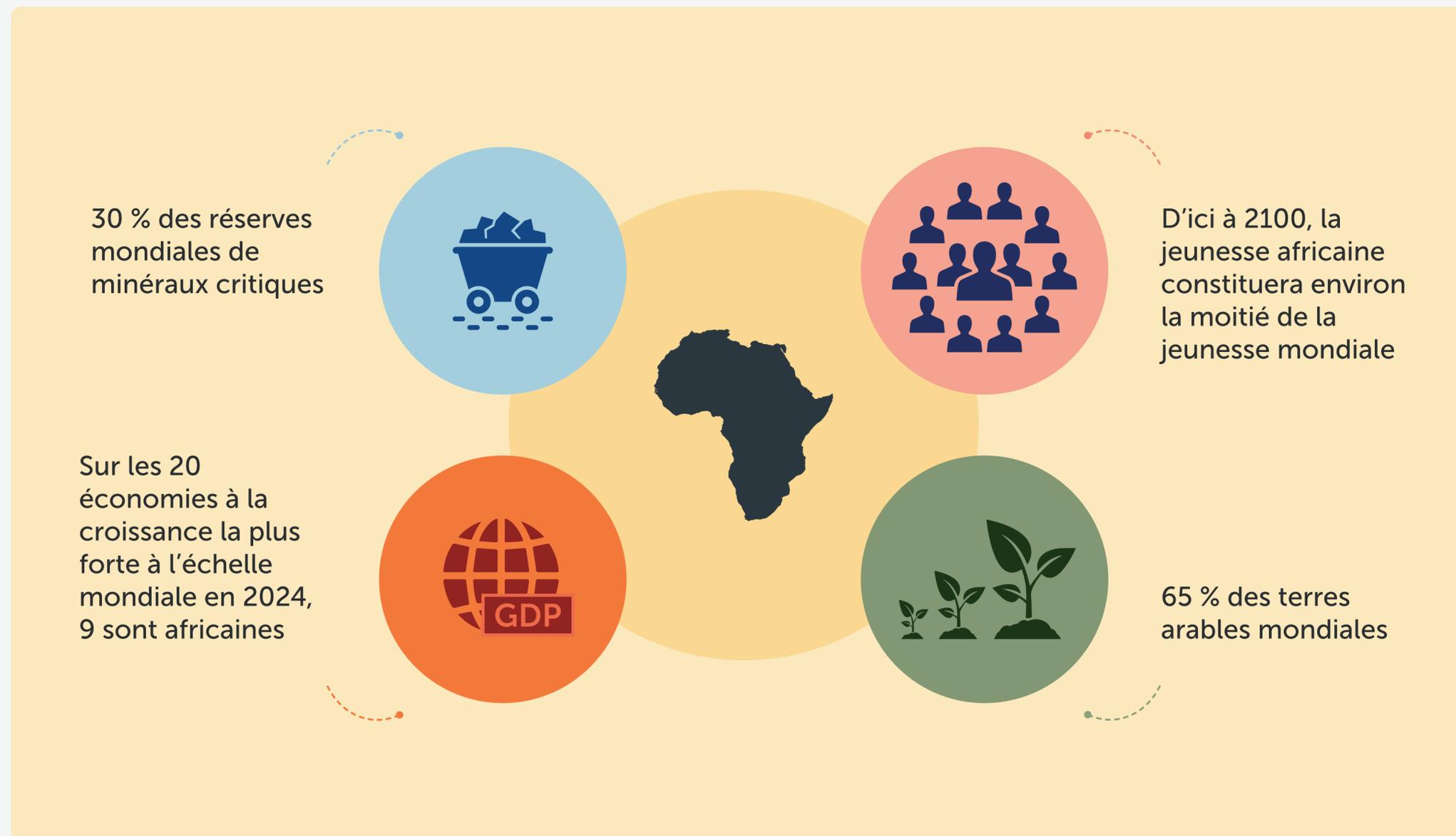
- L'Afrique compte actuellement une vingtaine de fonds souverains répartis dans 14 pays, pour une valeur totale de 120 à 130 milliards de dollars en 2023, équivalente au montant cumulé de l'APD et des IED.
- La majorité des fonds souverains africains sont des fonds de stabilisation et investissent dans des actifs à faible rendement, susceptibles d'être vendus rapidement pour renforcer la liquidité en période de crise.
- Les fonds souverains africains sont souvent critiqués pour leur manque de transparence et l'insuffisance de leurs investissements sur le continent africain.



- Avec une démographie jeune, le continent africain ne compte que 13 pays dotés de fonds de pension publics.
- La valeur totale des actifs des fonds de pension africains s'élevait à 205,9 milliards de dollars en 2022, soit trois fois le montant de l'APD.
- Le plus grand fonds de pension est celui de l'Afrique du Sud, avec des actifs d'une valeur de 119,4 milliards de dollars environ. Ce montant représente près de 60 % de la valeur totale des actifs des fonds de pension africains et près de quatre fois la valeur du deuxième fonds de pension le plus important du continent, celui du Maroc.
- Les trois principaux obstacles à l'établissement de fonds de pension en Afrique sont le manque d'actifs de placement, la qualification du risque et les barrières réglementaires.



Les actifs africains



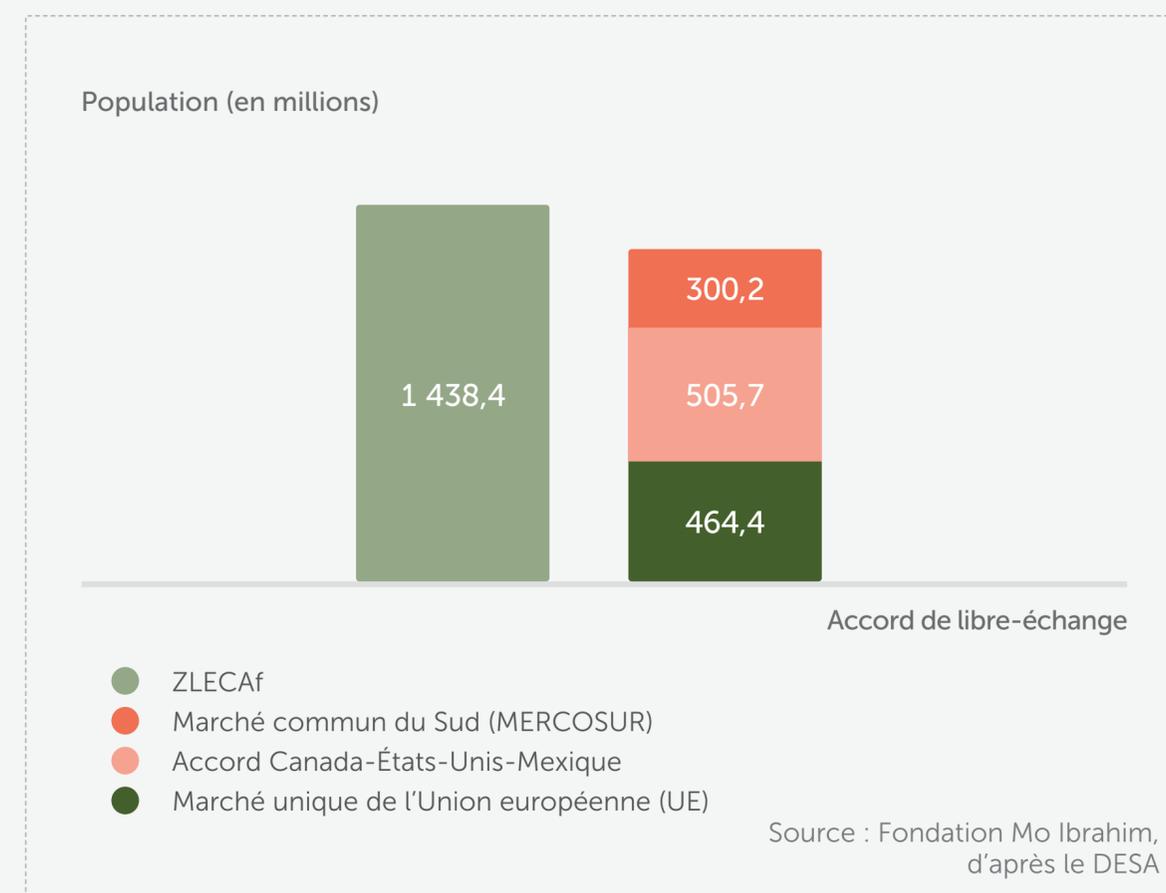
Renforcer la place de l'Afrique dans les chaînes de valeur mondiales

À l'heure actuelle, la participation de l'Afrique aux chaînes de valeur mondiales concerne principalement **le secteur minier, les exportations de matières premières et l'industrie légère.**

En 2022, les matières premières non transformées représentaient encore les trois quarts des exportations africaines, un chiffre nettement plus élevé que dans les autres régions du monde. Le Nigéria, premier producteur de pétrole du continent, importe 95 % de son pétrole raffiné. Avec 75 % de la production mondiale de fèves de cacao, l'Afrique de l'Ouest est également le premier producteur de cacao au monde. Alors que l'industrie du chocolat devrait générer 263 milliards de dollars d'ici à 2030, le revenu des producteurs de cacao est souvent inférieur au seuil de pauvreté fixé par la Banque mondiale.

Dès lors que l'Afrique détient environ le tiers des minéraux indispensables à la mise en place d'une économie globale verte, les pays concernés pourraient réduire les ambitions des extracteurs et plaider pour un renforcement des capacités locales de transformation.

Accords de libre-échange : population couverte (2023)



La Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) constitue le marché le plus important au monde, du fait de la population, du nombre de pays concernés et du territoire couvert

Monétiser les actifs verts africains



30 %

L'Afrique recèle 30 % des réserves minérales de la planète, dont une grande partie des minéraux essentiels pour la mise en place des énergies renouvelables et des technologies bas carbone.

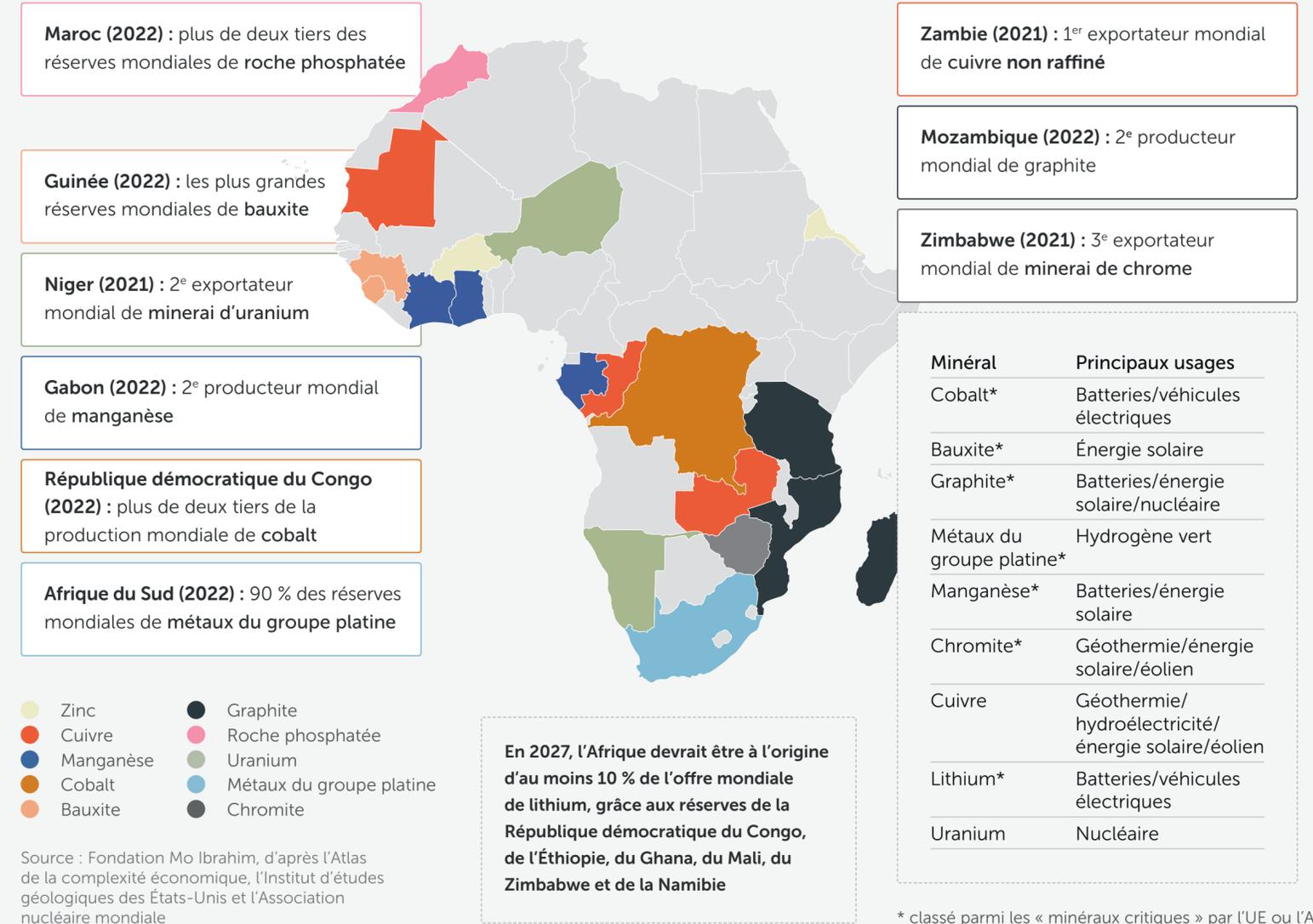
500 %

Pour faire face à la hausse prévue de la demande mondiale, la production de minéraux comme le lithium, le graphite et le cobalt devra augmenter de près de 500 %. Un objectif impossible à atteindre sans les ressources africaines.

70 %

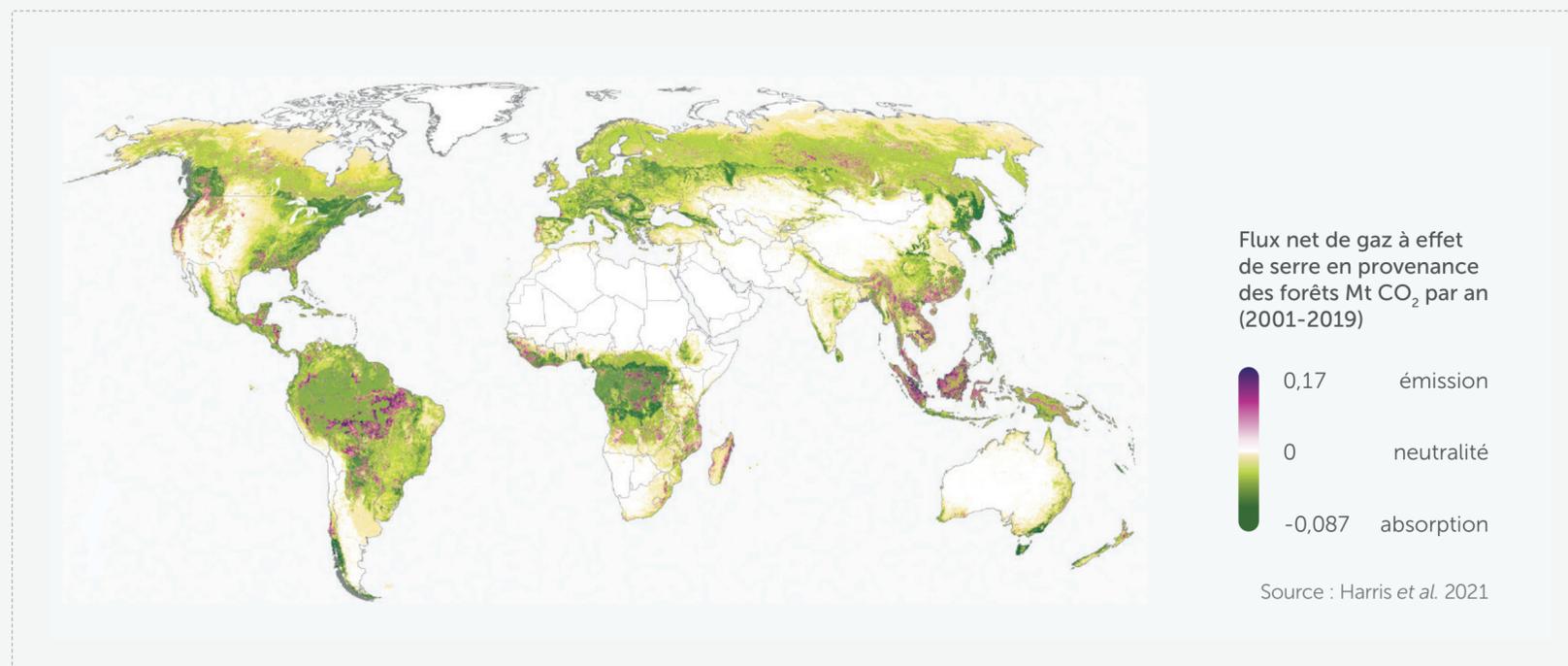
La RDC représente plus de 70 % de la production mondiale de cobalt brut. La Chine transforme près de 70 % du cobalt mondial.

Pays africains : principaux minéraux bas carbone (2021-2022)



L'Afrique à même de devenir l'un des principaux exportateurs de quotas carbone ?

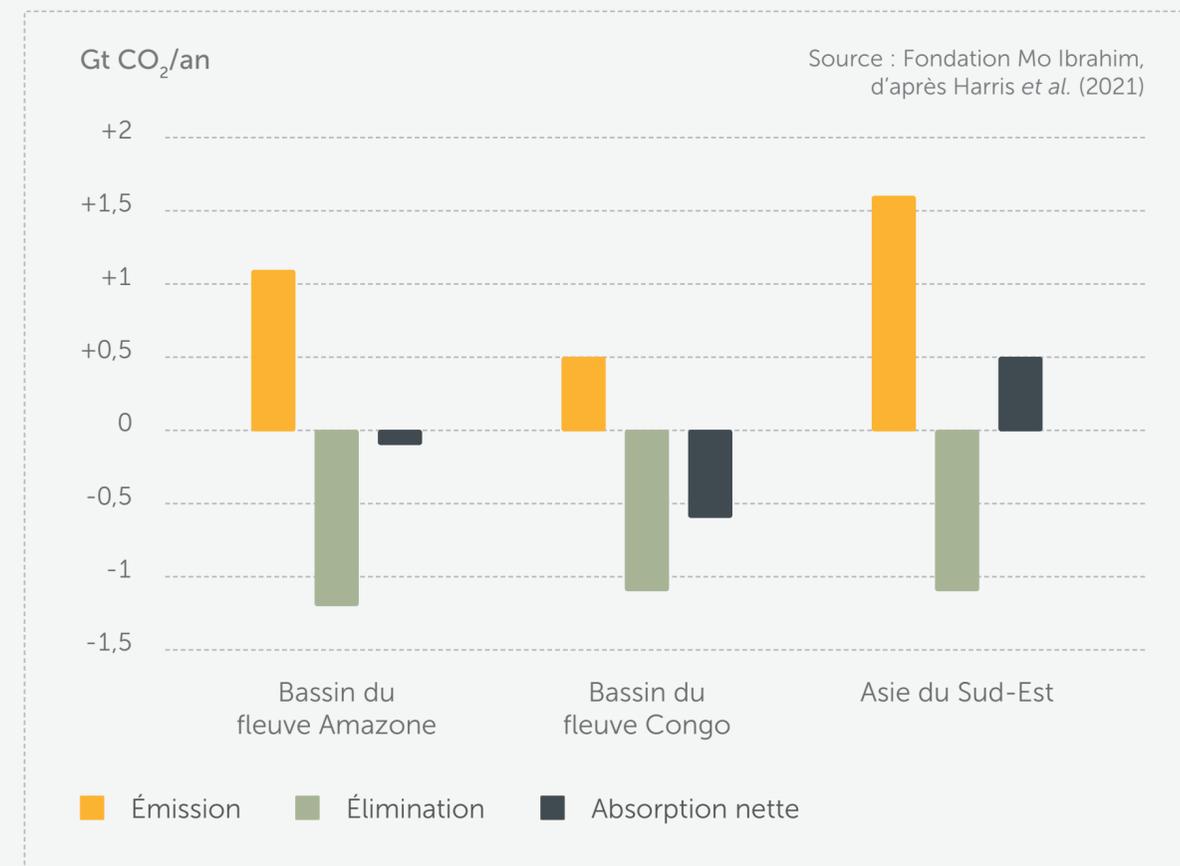
La forêt tropicale du bassin du Congo est la seule au monde à afficher une absorption nette des émissions de carbone



Devenu le principal puits de carbone tropical au monde, la forêt tropicale du bassin du Congo compense plus de 40 % du carbone émis par les combustibles fossiles en Afrique

D'ici à 2030, le marché africain des quotas d'émission de carbone pourrait atteindre 19 fois sa taille actuelle, contribuant ainsi à générer 6 milliards de dollars de recettes et 30 millions d'emplois supplémentaires

Principales forêts tropicales mondiales : émissions, élimination et capacité d'absorption nette des émissions de carbone (2021)

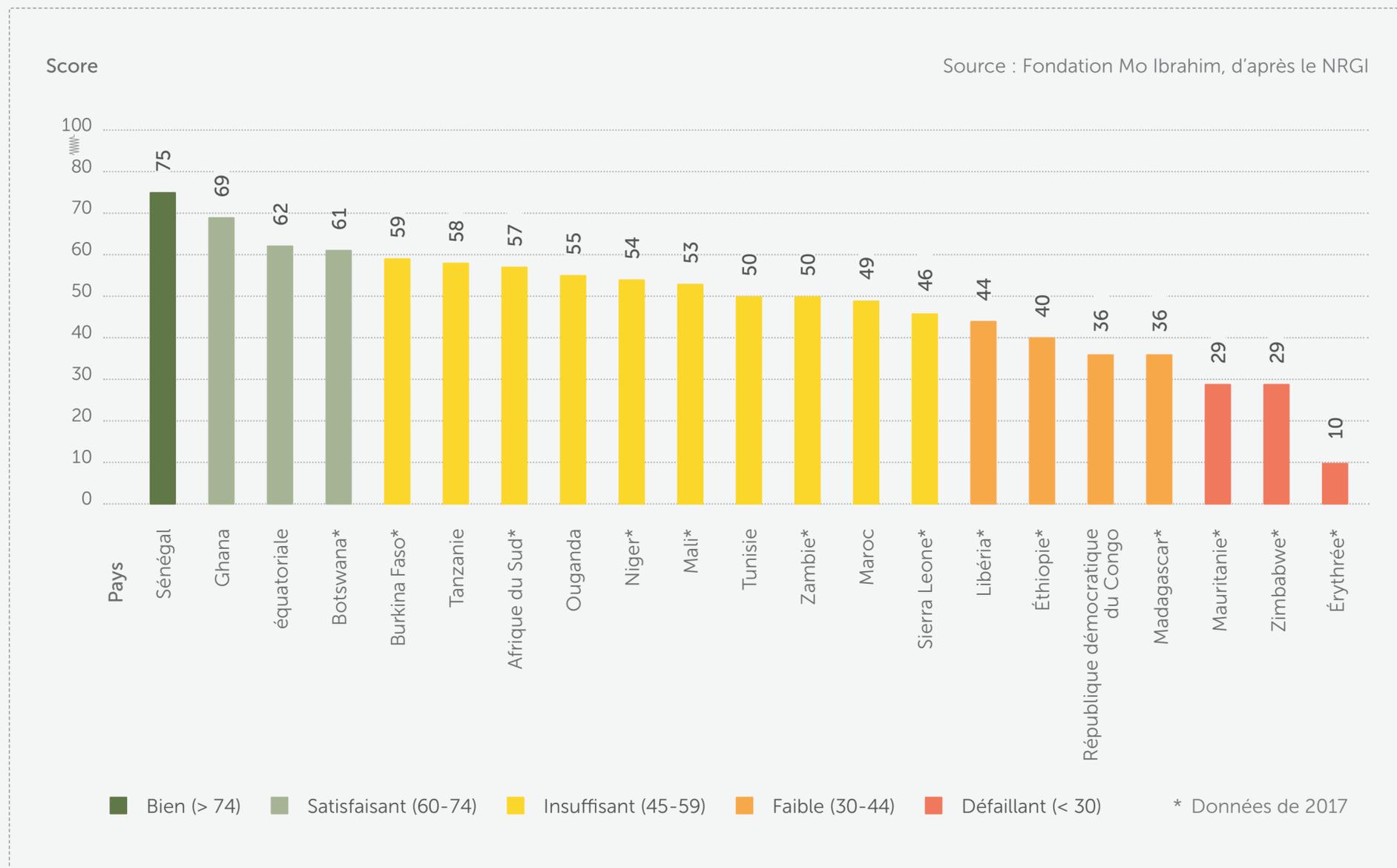


Sur les marchés de conformité européens, l'échange bilatéral de quotas d'émission (SEQE-UE) fait l'objet d'une demande estimée à 800 milliards de dollars en 2022, contre 2 milliards de dollars pour les marchés volontaires du carbone



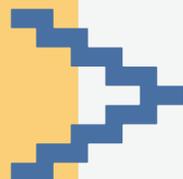
Le rôle central de la gouvernance

Score de gouvernance minière attribué à une sélection de pays africains par le Natural Resource Governance Institute (2017 ou 2021)



Seuls quatre pays – le Sénégal, le Ghana, la Guinée et le Botswana – se situent dans la catégorie « Bien » ou « Satisfaisant » du NRGi en matière de gouvernance minière.

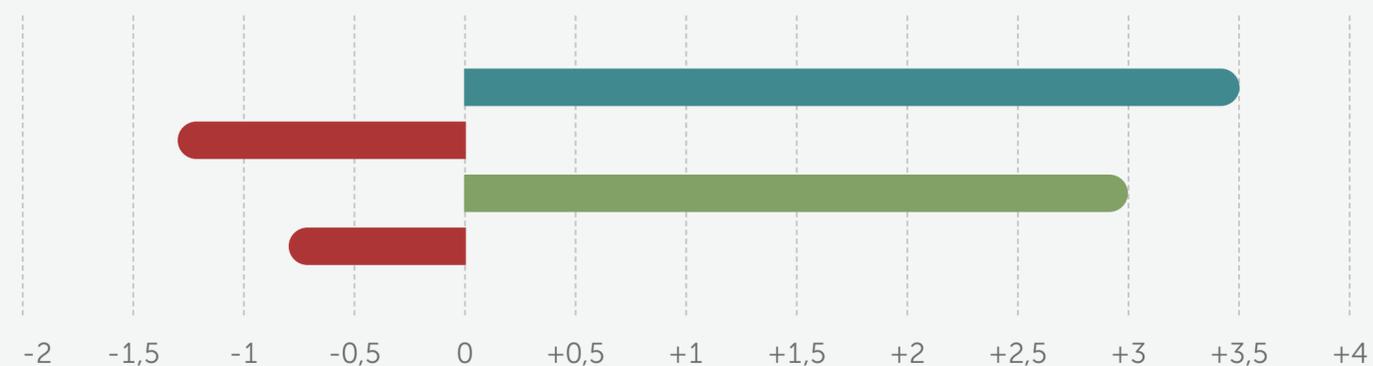
Seuls deux pays – le Sénégal et le Ghana – se situent dans la tranche « Bien » en matière de gouvernance pétrolière et gazière.



Gouvernance globale : des progrès à consolider

Afrique : scores et tendances des catégories de l'IIAG (2012-2021)

Source : Fondation Mo Ibrahim



Catégorie	Score (2021)
Développement humain	51,5
Sécurité et État de droit	49,0
Fondements des opportunités économiques	48,3
Participation, droits et inclusion	46,7

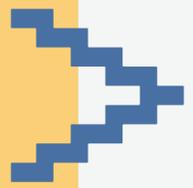
Classification des tendances

- Accélération des progrès
- Ralentissement des progrès
- Signaux d'avertissement
- Redressement
- Ralentissement de la régression
- Accélération de la régression
- Pas d'évolution
- Non classé

Selon l'Indice Ibrahim de la gouvernance en Afrique (IIAG) en 2022, plus de la moitié de la population africaine vit dans un pays où la *gouvernance globale* s'est améliorée entre 2012 et 2021. Toutefois, il convient de nuancer ces progrès, compte tenu de trajectoires contradictoires : si plus de 40 pays ont progressé dans les catégories

Fondements des opportunités économiques et Développement humain, plus de 30 ont régressé dans les catégories *Sécurité et État de droit* et *Participation, droits et inclusion*.

L'obtention de progrès durables en matière de gouvernance joue un rôle clé dans le respect des critères ESG et constitue un élément positif pour les IDE.



Enquête 2024 du Réseau Now Generation

Le point de vue de la jeunesse africaine

Ressources provenant de partenaires extérieurs

- Une architecture financière mondiale plus inclusive
- Une approche plus durable en matière de financement de la dette dans les pays africains



L'Afrique doit se concentrer davantage sur la mobilisation des ressources adéquates pour financer sa propre croissance et atteindre ses objectifs de transformation, plutôt que de toujours compter sur l'aide étrangère

Ameldine Dachiroudine,
membre du Réseau Now Generation

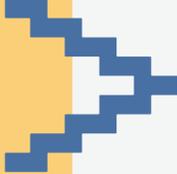
Ressources domestiques africaines

- Une gouvernance adéquate
- Amélioration de la chaîne de valeur et diversification de la production nationale
- Rétribution directe de la préservation de l'environnement



L'Afrique a toutes les cartes en main pour atteindre l'autosuffisance, à condition de raffiner et de transformer ses ressources localement, à des fins de commerce intérieur, et de fixer des prix justes pour les vendre au reste du monde

Yakubu Hussein,
membre du Réseau Now Generation



Conclusion : l'argent est là

Ressources extérieures : améliorer les processus, les structures et les modalités d'octroi

1. Concessionnalité accrue
2. Meilleure représentation de l'Afrique dans la gouvernance du système multilatéral
3. Renforcement de l'agilité et de la flexibilité des institutions de Bretton Woods
4. Actualisation des méthodes d'évaluation du risque africain
5. Mise en œuvre effective des engagements internationaux
6. Révision des surcharges et des conditionnalités propres au système de Bretton Woods
7. Traitement des fonds dormants de l'APD

Ressources domestiques : continent africain

1. Assèchement des flux financiers illégaux
2. Renforcement des systèmes fiscaux
3. Investissement sur le continent des envois de fonds individuels vers l'Afrique, ainsi que des fonds souverains et des fonds de pension africains
4. Amélioration des chaînes de valeur locales
5. Monétiser des actifs verts
6. Renforcement de la gouvernance

